

Édito

J'ai le plaisir de vous présenter une nouvelle édition de l'Année Économique et Sociale en Guadeloupe. Ce bilan de l'année écoulée, l'année 2007, se veut un regard synthétique et cohérent, mais non exhaustif, sur la réalité économique et sociale de la région. Il s'appuie sur les données disponibles au moment de son élaboration et constitue le résultat de la collaboration fructueuse entre l'Institut et ses partenaires régionaux.

Je tiens ici à remercier tous les auteurs de cette « Année économique et sociale 2007 en Guadeloupe » :

- M. Jolibert, Directeur des Services Fiscaux de Guadeloupe ;
- Mme Chardon de la Direction du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle ;
- Mme Dubuc de la Direction de l'Agriculture et de la Forêt ;
- Mle Minatchy de l'Institut d'Émission des Départements d'Outre Mer ;
- M. Julian du Rectorat de la Guadeloupe ;
- M. Mouillet de la Trésorerie Générale de la Guadeloupe ;
- M. Poncet de la Direction régionale de l'Environnement de Guadeloupe ;
- Mme Saint-Charles du Port Autonome de la Guadeloupe ;
- Mme Zaire de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Pointe-à-Pitre ;
- Mmes Frénet, Kali, Nacitas et Planson et MM. Benhaddouche, Chaffort, Forgeot, Hecquet, Moriame, Silvestre et Valadou de l'INSEE.

Je vous souhaite à tous une bonne lecture et vous invite à consulter les éditions 2007 de l'Année économique et sociale de la Guyane et de la Martinique respectivement sur : www.insee.fr/guyane et www.insee.fr/martinique !

Patrick HERNANDEZ

2007 : la Guadeloupe résiste

2007 est marquée par l'apparition des premiers signes d'essoufflement sur la scène mondiale. L'agriculture subit les conséquences de Dean. La consommation des ménages, quoiqu'encore bien orientée, faiblit. Pour autant des signes positifs existent : les prix restent modérés, les investissements public et privé sont à un bon niveau, le tourisme enregistre de bons résultats et le chômage diminue.

Si, en 2007, la croissance mondiale, tirée par les pays émergents, s'établit encore autour de 5%, des signes d'essoufflement apparaissent. La montée des prix du pétrole, des matières premières et des produits agricoles relance l'inflation.

La Guadeloupe n'échappe pas à cette tendance même si en 2007, elle se trouve épargnée par le retour de l'inflation. Le PIB départemental croît de 2,6 %, soit 0,5 point de plus qu'en 2006. Comme en 2006, celui de la France augmente de 2,2%. En 2007, le dynamisme de l'investissement, public comme privé, se confirme. La consommation des ménages est bien orientée, quoique moins marquée.

L'État de son côté n'est pas resté immobile. Afin de favoriser l'écoute des chefs d'entreprise, les services fiscaux se sont réorganisés, la fiscalité des entreprises a été simplifiée et des mesures d'aide ont été

prises en place. Au total, 1 500 entreprises des zones franches de Pointe-à-Pitre et de Basse-Terre bénéficient d'exonérations. Pour autant, la lutte contre l'incivisme fiscal n'est pas oubliée.

En Guadeloupe, l'État a consacré 234 millions d'euros aux investissements, un chiffre en hausse de 7,8 % par rapport à 2006. Autre enjeu majeur, le traitement et la valorisation des déchets : le département abrite 13 des 45 décharges non autorisées sur le territoire français. Les crédits sont là, ils attendent que les projets voient le jour au plus vite.

L'esprit d'entreprendre est bien présent en Guadeloupe : 4 632 nouvelles entreprises ont vu le jour en 2007, soit 3,6% de plus qu'en 2006. Si la moitié d'entre elles émerge au secteur du commerce, c'est celui de la construction qui, avec 21% de créations supplémentaires, a connu la plus forte expansion.

Les effets néfastes du cyclone Dean se sont faits sentir sur les expéditions de banane. En Guadeloupe, elles baissent de 16 % par rapport à 2006. En revanche, avec 80 000 tonnes produites, la filière sucre atteint un chiffre record et les expéditions de rhum progressent de 6 %.

Durant la dernière décennie, le secteur du commerce guadeloupéen a connu de profondes mutations. Après l'arrivée des hypermarchés sur l'agglomération pointoise, c'est désormais le commerce spécialisé, alimentaire ou non, qui suscite des vocations. Sur le marché de l'automobile, 2007 marque la reprise : 18 855 immatriculations soit 14 % de plus qu'en 2006.

2007 restera une année record pour le port autonome de la Guadeloupe. Plus de 3,4 millions de tonnes de marchandise et 820 000 passagers y ont en effet transité.

L'activité touristique est bien orientée : davantage de passagers (près de deux millions à l'aéroport de Pointe-à-Pitre, en hausse de 5,4 % par rapport à l'année précédente) ; davantage de touristes de séjour, des hôtels plus fréquentés et mieux occupés. En négatif, les séjours sont plus courts et les créations d'entreprise moins nombreuses dans ce secteur.

Sur le marché du travail, la situation s'améliore. En un an le nombre des demandeurs d'emploi de catégorie 1 a baissé de 6,7 %. Un bémol cependant, le nombre de seniors demandeurs d'emploi augmente encore légèrement. Au sens du BIT, le taux de chômage guadeloupéen s'établit à 22,7 % contre 25,2 % un an plus tôt. Les hommes profitent davantage de cette baisse (-3,1 % contre -1,9 % pour les femmes). Mais quel que soit le sexe, les titulaires d'un baccalauréat sont les principaux bénéficiaires de cette embellie : un espoir pour les 4 500 nouveaux bacheliers de 2007.

En 2007, 6860 bébés sont nés en Guadeloupe, soit 330 de moins que l'année précédente. Avec 15 naissances pour mille habitants, le taux de natalité se rapproche petit à petit du taux national (13 pour mille).

Pierre VALADOU

Menaces sur la croissance mondiale

En 2007, le dynamisme des pays émergents stimule encore la croissance mondiale, qui reste autour de sa tendance à 5 % par an. Toutefois, l'expansion s'affaiblit continuellement dans les pays développés suite aux conséquences de la crise immobilière américaine. Dans toutes les régions du monde, l'inflation est relancée avec la montée des prix du pétrole, matières premières et produits agricoles.

Aux États-Unis, la crise immobilière amorcée en 2005 s'est aggravée jusqu'à faire craindre un ralentissement brutal, et entraîner une crise financière à partir de la mi-août. Pour contrer ces menaces, la Réserve fédérale a injecté des liquidités et baissé à trois reprises son principal taux directeur. La consommation des ménages et l'investissement des entreprises ont résisté, permettant à la croissance d'atteindre encore 2,7 % en 2007. Toutefois, ils poursuivent leur recul et le point bas de l'activité immobilière n'est pas encore vraisemblablement atteint. À l'inverse, les pays émergents ont continué leur forte croissance, avec des taux qui ont atteint 11,4 % en Chine et 9,2 % en Inde. De ce fait, la croissance mondiale est restée élevée : elle atteint 4,9 % et dépasse sa tendance de long terme pour la quatrième année consécutive.

Les prix du pétrole et des matières premières ont connu des hausses spectaculaires. Alors qu'il était aux alentours de 50 dollars en janvier, le baril de Brent a dépassé les 90 dollars en décembre. En moyenne annuelle, il est passé à 74,5 dollars contre 65,1 en 2006. Les cours des matières premières alimentaires se sont encore davantage appréciés pour des raisons à la fois conjoncturelles (mauvaises conditions météorologiques) et structurelles (progression de la demande et pressions sur les terres agricoles pour la production

de biocarburants). La montée des prix du pétrole et des matières premières a poussé l'inflation à la hausse dans les pays développés et plus encore dans les pays émergents.

En 2007, le PIB de la zone euro a crû à un rythme encore soutenu (+ 2,6 % après + 2,8 % en 2006), mais qui s'est ralenti à partir du dernier trimestre.

Le ralentissement américain, la hausse des matières premières, le durcissement des conditions de financement ont eu des effets pénalisants. À l'inverse, la zone euro profite d'une amélioration de son marché du travail. L'euro a continué de s'apprécier, passant de 1,30 dollar en janvier à 1,46 dollar en décembre.

En France, le PIB augmente de 2,2 % en 2007 comme en 2006. Les composantes de la croissance restent sensiblement les mêmes que l'année précédente.

La consommation des ménages demeure dynamique, progressant de 2,5 %. Le marché de l'emploi s'améliore, avec une baisse du chômage en métropole comme dans chacun des quatre DOM : au second trimestre 2007, le taux de chômage était pour cet ensemble de 8,4 % (8,1 % en métropole), en baisse sensible

Une croissance encore vive dans la zone euro

En France, maintien de l'expansion et reflux du chômage

par rapport aux trois années précédentes. L'investissement global augmente de 4,9 % en volume. Il est stimulé par celui des entreprises non financières, dont le taux d'investissement atteint 20,9 %, soit son plus haut niveau depuis 1992. L'investissement des administrations publiques se redresse (+ 1,8 %) après une année 2006 très basse (- 2,3 %). En revanche, l'investissement des ménages (principalement dans l'achat de logements) décélère. Comme les années précédentes, la croissance française est amputée par le déficit du commerce extérieur. Ce déficit se creuse encore et réduit la croissance française de 0,8 point. Les dépenses publiques progressent plus rapidement que les recettes. De nombreuses mesures d'allègement fiscal ont notamment dimi-

nué le produit de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, qui recule de 7,4 %. Le déficit public se creuse et atteint 2,7 % du PIB. Le poids de la dette publique au sens de Maastricht s'accroît de 0,3 point pour atteindre 63,9 % du PIB, supérieur au seuil du Traité (60 %). En moyenne, sur l'année 2007, l'inflation s'est très légèrement repliée (1,5 % après 1,6 % en 2006). Néanmoins, elle s'accroît au fil des mois sous l'effet notamment de l'appréciation des matières premières et produits alimentaires.

Le PIB de la région caraïbe a progressé de 5,4 % en 2007. Les matchs de la Coupe du monde de cricket se sont déroulés dans huit

pays en mars et en avril, entretenant le dynamisme du tourisme. La croissance est moins vive que les deux années précédentes, où les préparatifs de cet événement sportif avaient nourri un boom de la construction. Elle reste néanmoins élevée sauf à la Jamaïque, dépassant très largement les niveaux des années 80 et 90. Ainsi, l'expansion est de 8,5 % en République dominicaine, 4,2 % à la Barbade, 3,9 % dans les pays membres de l'Union

monétaire de la Caraïbe de l'Est. Deux facteurs contrarient ces performances. L'inflation progresse

*En Caraïbe,
des performances
plus dispersées*

dans la plupart des pays sous l'effet de la hausse des prix de l'énergie et des matières premières. La dette reste élevée pour plusieurs pays, atteignant 88 % du PIB à la Barbade et dépassant 100 % pour l'Union monétaire de la Caraïbe de l'Est. Les performances sont également plus dispersées. Trinidad-et-Tobago poursuit son expansion gazière et bénéficie de la hausse des prix de l'énergie : sa croissance atteint 5,7 %, l'inflation recule et la dette publique ne représente plus que 27% du PIB contre 59 % en 2002. À l'inverse, la Jamaïque a été rudement touchée par l'ouragan Dean et par de fortes inondations : sur l'année fiscale 2007/2008 le PIB ne progresse que de 1 %, l'inflation bondit à 20 % et la dette est encore de 127 % du PIB.

Vincent HECQUET

Des prévisions légèrement à la baisse

Croissance en 2006 et 2007 et projections pour 2008 et 2009

	2006	2007	2008	2009
Monde	5,0	4,9	3,7	3,8
Economies avancées, dont :	3,0	2,7	1,3	1,3
USA	2,9	2,2	0,5	0,6
Zone euro	2,8	2,6	1,4	1,2
<i>France</i>	2,2	2,2	1,4	1,2
Allemagne	2,9	2,5	1,8	1,9
Japon	2,4	2,1	1,4	1,5
Pays émergents ou en développement, dont :	7,8	7,9	6,7	6,6
Chine	11,1	11,4	9,3	9,5
Inde	9,7	9,2	7,9	8,0
Amérique latine - Caraïbes, dont :	5,5	5,6	4,4	3,6
Brésil	3,8	5,4	4,8	3,7
Mexique	4,8	3,3	2,0	2,3
Venezuela	10,3	8,4	5,8	3,5
Amérique centrale (1)	6,3	6,5	4,7	4,6
Caraïbe (2)	7,8	5,7	4,4	3,8

Sources : FMI, *World Economic Outlook*, avril 2008; Insee pour la France de 2006 à 2007

(1) Costa-Rica, Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama

(2) Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Dominique, République Dominicaine, Grenade, Guyana, Haïti, Jamaïque, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Surinam, Trinité-et-Tobago

Pour en savoir plus

Fonds Monétaire International : *World Economic Outlook*, avril 2008
Insee : « Les comptes de la nation en 2007 », *Insee Première* n° 1189, mai 2008
Insee : *Note de conjoncture*, mars 2008.



Croissance : léger rebond

La croissance du Pib de la Guadeloupe est estimée à 2,6 % en 2007. La vigueur persistante de l'investissement et la modération des prix contribuent à ce rebond de 0,5 point par rapport à 2006.

En 2007, le Produit intérieur brut de la Guadeloupe a progressé de 2,6 % en monnaie constante. Ce résultat, supérieur de 0,5 point à celui de 2006, confirme le retour à une croissance modérée, inférieure au rythme moyen de ces 15 dernières années (3,3 %). La croissance de l'activité, légèrement supérieure à la croissance française (+2,2 %), permet au Pib par habitant guadeloupéen de progresser de 1,9 % en 2007 : il dépasse 17 400 euros.

La hausse des prix des composantes du Pib a été modérée. Le prix des investissements a augmenté de 1,3 %, celui des consommations intermédiaires de 1,4 %, tandis que les prix à la consommation décélèrent à 1,3 % en moyenne annuelle (après 2,1 % en 2006). Ils ont été ralentis par la moindre hausse des prix de l'énergie et des services et la stabilité

de ceux des produits manufacturés. Au total, sous l'effet cumulé de la croissance d'activité et de la hausse des prix, la valeur du Pib guadeloupéen a progressé de 3,8 % : il atteint 7,9 milliards d'euros.

La progression de l'investissement, de 4,3 % en volume contre 4 % en 2006, devient le principal moteur de la croissance régionale. Les 1,8 milliard d'euros investis dans l'économie ont généré 1 point de croissance. Le secteur du BTP en profite : il est resté l'un des plus dynamiques en 2007, avec une valeur ajoutée en hausse de 4 %.

Le déficit commercial, qui dépasse 2,3 milliards d'euros, soustrait 1,6 point à la croissance guadeloupéenne. Les importations augmentent sensiblement, portées par la progression de la demande énergétique, alors que les exportations chutent de 2,7 % en volume.

Les résultats du secteur primaire sont plus nuancés : l'excellente campagne cannière (+12 %) vient compenser la chute de la banane (-17 %). L'industrie, en croissance de 1,9 %, tire parti de la bonne tenue du secteur du BTP. Les services privés (+1,8 %) résistent bien : la demande des ménages est peu

Le PIB 2007 et ses principales composantes

En milliards d'euros courants

	2007	Évolutions en %		
		Volume	Prix	Valeur
Produit Intérieur Brut	7,9	2,6	1,2	3,8
Consommation des ménages	5,2	1,1	1,4	2,5
Consommation des administrations publiques	2,9	2,0	1,4	3,4
Investissements	1,8	4,3	1,3	5,6
Importations	2,6	4,6	1,5	6,2
Exportations	0,2	-2,7	1,3	-1,4
Dépenses des touristes	0,3	2,5	1,3	3,8

Source : Insee - CEROM - Comptes rapides

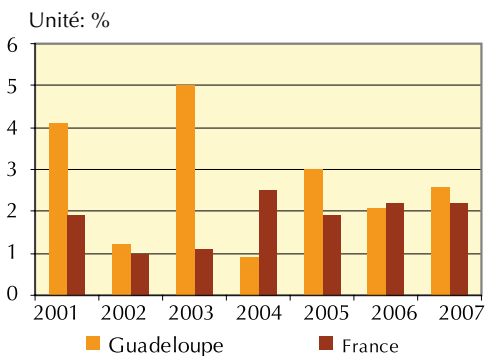
La consommation des administrations, principal moteur de la croissance en 2006, est en retrait : elle augmente de 2 % après 3,5 % en fin de Docup, et procure 0,8 point de croissance.

La consommation des ménages, déjà mitigée en 2005 et 2006, a aussi faibli : elle n'a progressé que de 1,1 %, et contribue pour 0,7 point à la croissance. Cette faiblesse est liée à celle des revenus : les prestations sociales versées stagnent (+ 0,5 %), et les hausses salariales sont restées limitées. La masse salariale a augmenté de 2 %, contre 2,5 % en 2006.

soutenue, mais les services aux entreprises conservent leur dynamisme (+2,2 %). Les dépenses touristiques progressent de 2,5 % : elles génèrent 0,1 point de croissance.

La croissance résiste

Taux de croissance du Pib en volume



Source : Insee - CEROM - Comptes rapides

Éric MORIAME
Florence FRENET

Comptes Rapides pour l'Outre-mer (CEROM)

Produit par l'INSEE en partenariat avec l'AFD et l'IEDOM, le compte rapide de 2007 de la Guadeloupe repose sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année écoulée. Il ne s'agit pas d'un compte définitif : les estimations pourront faire l'objet d'une révision lorsque la totalité des données de l'année seront connues.



Une activité d'octroi de crédit soutenue en 2007

En 2007, l'encours sain des crédits octroyés à l'économie guadeloupéenne s'est établi à 6,2 milliards d'euros, en hausse de 614,4 millions d'euros (+ 11,1 %) par rapport à 2006. La place bancaire locale est demeurée le principal contributeur à l'évolution d'ensemble, avec une croissance de 363,4 millions d'euros de l'encours total (+ 10,8 %).

L'évolution observée en 2007 confirme le dynamisme de l'investissement, aussi bien public que privé, et la bonne orientation, quoique moins marquée, de la consommation des ménages.

Les crédits d'investissement ont constitué le segment le plus actif avec une progression de 19,3 % sur un an. Le financement de l'habitat est demeuré soutenu, enregistrant une hausse annuelle de 10,6 %, provenant pour plus de la moitié (5,8 points) des ménages (+ 11,9 %). En marge de ces taux de croissance à deux chiffres, l'encours des crédits à la consommation a crû de 6,6 %, dans la continuité de la tendance déjà observée en 2006, contribuant pour moins d'un point à l'évolution de l'encours total. De même, en dépit d'un recours croissant des entreprises au financement bancaire de

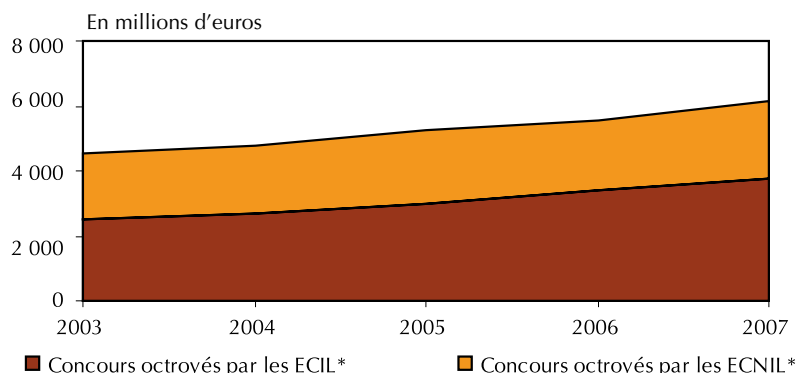
leur cycle d'exploitation (+ 8,6 % contre + 6,9 % en 2006), attribuable à l'accroissement de l'activité économique, les crédits d'exploitation n'ont pas eu d'incidence significative sur l'évolution d'ensemble.

Le dynamisme le plus marqué est observé sur la clientèle des entreprises dont l'encours de crédit a progressé de 12,8 % en 2007. Elle a ainsi contribué pour 6,3 points à la croissance de l'encours sain. Les ménages et les collectivités locales ont enregistré pour leur part des rythmes de progression relativement proches (respectivement + 9,8 % et + 9,3 %).

Au 31 décembre 2007, l'endettement bancaire des entreprises s'élevait à 3,1 milliards d'euros, en hausse de 351,6 millions d'euros sur un an (+ 12,8 %, contre + 7 % en 2006).

Cette forte croissance tient aux crédits d'investissement, en augmentation de 191,9 millions d'euros sur l'exercice (+ 18,5 %). Plusieurs secteurs d'activité ont été à l'origine de cette progression, particulièrement le commerce, l'hôtellerie et la construction. Pour ce dernier, la reprise de la commande publique liée au bouclage du DOCUP 2000-2006 et la poursuite de la politique de logement social ont en effet conduit les entreprises du BTP à investir ou à s'équiper afin de répondre aux appels d'offre.

Concours sains octroyés par les établissements de crédit



ECNIL: Établissements de crédits non installés localement

ECIL: Établissements de crédits installés localement

Source : IEDOM



La bonne orientation de l'activité immobilière a généré une croissance de 9,4 % des crédits à l'habitat des entreprises, pour un encours de 1,4 milliard d'euros en fin d'année 2007. Devant les incertitudes relatives à la nouvelle loi-programme pour l'outre-mer, les entreprises du secteur immobilier ont en effet accéléré la construction de logements proposés à la défiscalisation 2007-2008.

L'encours de crédits d'exploitation a augmenté de 36 millions d'euros (+ 8,6 %) sur la période, principalement du fait de l'utilisation accrue des lignes de découvert (+ 47,2 millions d'euros, soit + 34 %), tandis que l'encours des crédits de trésorerie s'est inscrit en repli de 22,4 millions d'euros (- 10,6 %), situation à mettre en regard de la progression de 19,3 % de l'encours des dépôts à vue. À la suite du passage du cyclone Dean,

les difficultés de trésorerie ont été particulièrement ressenties par les entreprises du secteur primaire, ou par celles des secteurs du commerce et des services.

L'encours des crédits octroyés aux ménages, composé pour l'essentiel de crédits à l'habitat (60,4 %), s'établissait à 2,3 milliards d'euros à fin 2007, en hausse de 203,9 millions d'euros sur un an (+ 9,8 %). En dépit du relèvement du taux directeur de la Banque Centrale Européenne à deux reprises au cours de l'exercice 2007, les ménages guadeloupéens ont continué de bénéficier de conditions débitrices relativement attractives du fait de la concurrence entre les établissements de crédit de la place, en particulier sur les prêts immobiliers. Les investissements immobiliers ont ainsi contribué pour 7,1 points à l'évolution d'ensemble grâce à une croissance de 146,6 millions

d'euros(+ 11,9 %) des crédits à l'habitat.

Les crédits à la consommation ont également affiché une croissance soutenue, néanmoins plus modérée que celle des crédits à l'habitat. Ils ont ainsi augmenté de 54,8 millions d'euros sur un an (+ 6,6 %). Cette progression, à mettre en relation avec une bonne tenue de la consommation des ménages, est portée par les crédits de trésorerie et le crédit-bail dont les encours ont crû respectivement de 7,7 % et 7,6 % sur un an.

En outre, le recours aux lignes de découvert a été moins important qu'en 2006, l'encours des comptes ordinaires débiteurs des ménages ayant affiché une baisse de 12,8 % pour s'établir à 42 millions d'euros. Cette dernière évolution s'est d'ailleurs inscrite dans un contexte d'amélioration des indicateurs de vulnérabilité des ménages¹.

Michelle MINATCHY
IEDOM

Évolution de l'encours sain par agents économiques

En million d'euros

	Entreprises	Ménages	Collectivités locales	Autres agents	Total
31-déc-07	3 108	2 280	634	139	6 161
31-déc-06	2 756	2 076	580	134	5 546
31-déc-05	2 687	1 873	577	127	5 263
31-déc-04	2 392	1 774	520	94	4 780
31-déc-03	2 214	1 715	488	92	4 509
Variation 07/06	12,8	9,8	9,3	3,6	11,1

Source : IEDOM

Évolution de l'encours sain par nature de crédit

En million d'euros

	Crédits à l'habitat	Crédits d'exploitation	Crédits à la consommation	Crédits d'investissement	Autres crédits	Total sain
31-déc-07	2 785	457	891	1 843	185	6 161
31-déc-06	2 517	440	836	1 545	208	5 546
31-déc-05	2 279	361	788	1 166	176	4 769
31-déc-04	2 132	332	760	997	174	4 395
31-déc-03	2 048	276	722	923	174	4 144
Variation 07/06	10,6	3,7	6,6	19,3	-10,9	11,1

Source : IEDOM

(1) Le nombre de retraits de carte bancaire et de personnes en interdit bancaire a diminué de respectivement 6,6 % et 3,9 % sur un an.



Évolution du civisme fiscal des entreprises de Guadeloupe

L'administration fiscale s'est réorganisée récemment pour être plus à l'écoute des chefs d'entreprise. Les zones franches de Basse-Terre et Pointe-à-Pitre abritent 1 500 entreprises bénéficiant d'exonérations. Cependant, l'incivisme fiscal n'est pas éradiqué. Au 1^{er} juin 2008, 400 entreprises sont pénalisées pour non-respect du dépôt de déclaration mensuelle de TVA.

Les services des impôts des entreprises (SIE) de Guadeloupe ont adopté une nouvelle organisation du travail pour être davantage à la disposition et à l'écoute des chefs d'entreprises qui souhaitent respecter les règles fiscales et aussi de ceux qui souhaitent régulariser leur situation.

Quatre sites sont ouverts au public aux heures de bureau ou sur rendez vous à Basse-Terre, Lamentin, Abymes et Grand-Bourg de Marie-Galante.

Des relations spécifiques sont en place avec les centres de gestion, les associations agréées, les experts-comptables. Un comité des usagers professionnels se réunit régulièrement, il est une instance de dialogue et une force de proposition.

Dans le même temps, un dispositif plus resserré de préparation et de réalisation du contrôle fiscal a été mis en place. Des nouvelles structures complètent le paysage : une équipe départementale spécialisée (pôle contrôle expertise) assure le dialogue avec les gestionnaires du SIE et pilote la programmation du contrôle fiscal. À l'autre bout du dispositif, le pôle de recouvrement départemental est chargé du recouvrement des créances à enjeux notamment en assurant la mise en

oeuvre des procédures en matière d'action en recouvrement forcé. Le GIR (groupe d'intervention régional) vient s'ajouter au dispositif de contrôle et de recherche. Ce service interministériel (police, gendarmerie, douane, services fiscaux...) a pour vocation de déceler et de constater les fraudes les plus graves.

Les obligations fiscales sont adaptées à la taille et au niveau d'activité des entreprises.

Pour les plus petites, le formalisme est des plus simples, elles ne facturent pas la TVA : c'est le régime franchise en base TVA.

Pour celles qui facturent la TVA, l'obligation est de déclarer et de reverser l'impôt collecté dans les délais. Le chef d'entreprise est le collecteur de la TVA pour le compte de l'État.

Au delà d'un chiffre d'affaires de 760 000 euros, l'entreprise a l'obligation d'adhérer à TéléTVA, ce qui lui permet de télédéclarer et de télépayer la TVA à l'échéance.

Pour tout chef d'entreprise, l'administration met à disposition un site internet d'information interactif : www.impots.gouv.fr, il permet la consultation de son compte en ligne et il est le point d'entrée des téléprocédures.



Diverses dispositions sont venues simplifier les relations et ont ajouté des avantages fiscaux.

Les exploitants individuels relevant du régime des micro-entreprises¹ sont nombreux en Guadeloupe. Les formalités sont des plus simplifiées : ils n'ont pas à souscrire de déclaration professionnelle et doivent seulement remplir chaque année un cadre spécifique de la déclaration des revenus (celle de tous les foyers fiscaux).

Depuis 2007, la totalité de la Guadeloupe est classée zone d'aide à finalité régionale : les entreprises nouvelles bénéficient d'une exonération temporaire d'impôt sur les bénéfices et de taxe professionnelle.

L'extension des zones franches urbaines de Basse-Terre et de Pointe-à-Pitre porte à plus de 1 500 le nombre d'entreprises qui bénéficient dans ces communes de diverses exonérations sous réserve de déposer leurs déclarations fiscales (et sociales).

La loi pour le développement économique et la promotion de l'excellence Outre-mer qui doit être soumise au Parlement à l'automne ouvrira des exonérations supplémentaires du type zones franches globales d'activité.

L'adhésion à un centre de gestion ou une association agréés apporte

un avantage fiscal. Les contribuables qui n'adhèrent pas et qui sont imposés selon un régime réel, voient leur impôt calculé avec un bénéfice majoré de 25%.

La Loi de Modernisation Économique simplifie le régime des micro-entreprises et relève ses limites d'application.

Toutes ces situations particulières justifient l'intérêt de respecter les formalités de base et donnent tout leur rôle aux agents des impôts et aux professionnels chargés de conseiller les chefs d'entreprises et les porteurs de projets.

L'incivisme reste cependant un point faible de certaines entreprises de Guadeloupe : trop d'entreprises ne déposent pas leur liasse fiscale dans les délais, trop de chefs d'entreprises ayant cessé leur activité n'ont pas accompli les démarches de base pour dégager leur responsabilité. Certaines, des plus importantes, sont également critiquables : au 1er juin 2008 plus de 400 entreprises astreintes à l'obligation de déposer leurs déclarations mensuelles de TVA par téléprocédures sont pénalisées pour ne pas avoir rempli cette simple formalité.

Le renforcement de l'action administrative, l'aide des professionnels du chiffre et surtout la prise de conscience des chefs d'entreprises

laissent espérer une évolution favorable. Le civisme fiscal apporte la «garantie d'équité» de notre vie collective. C'est aussi une donnée de base de la libre concurrence des acteurs économiques. L'administration doit à chacun une information complète et des garanties renforcées pendant le contrôle. La charte du contribuable énonce ces règles et ces devoirs, le conciliateur fiscal départemental veille à leur respect. Les objectifs sont clairs : se mettre plus à la disposition des acteurs économiques, mais aussi sanctionner ceux qui n'acceptent pas les règles de base.

Germain JOLIBERT
Direction des Services Fiscaux
de Guadeloupe

Des indicateurs du civisme fiscal

En nombre et %

	2005	2006	2007
Taux d'entreprises taxées (spontanément ou d'office)	80	81	89
Taux de paiement dans les délais	78	80	80
Nombre d'adhérents TELETVA	86	433	845
Remboursements crédits délai d'un mois (taux)	ND	28	50
Nombre d'adhérents TELEIR	8 544	14 649	20 750

Source : Direction des Services Fiscaux de Guadeloupe

(1) entreprises dont le chiffre d'affaire n'excède pas 76 300 euros pour les activités de ventes et 27 000 euros pour les activités de prestations de services.



Deuxième année d'application de la LOLF

2006 était le premier exercice d'application de la réforme comptable instituée par la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) du 1^{er} août 2001.

Dans ce contexte, en 2007, les recettes de l'État restent stables, soit 916 millions d'euros (+1,2% par rapport à 2006). Les dépenses augmentent de 7,4% par rapport à 2006 (2 268 millions d'euros en 2007).

En 2007, comme en 2006, l'exécution du budget de l'État en Guadeloupe traduit un niveau de dépenses publiques (2 268 millions d'euros) plus important que celui des recettes (916 millions). Le déficit a été un peu plus important qu'en 2006 (+ 156 millions, soit + 11,5 %).

En 2007, les recettes de l'État en Guadeloupe s'élèvent à 916 millions d'euros, en augmentation de 6 % par rapport à 2006 (905,1 millions).

L'essentiel des recettes de l'État provient de ses ressources fiscales. Elles représentent 65,4 % de l'ensemble des recettes contre 58 % en 2006.

En 2007, elles s'élèvent à 599 millions d'euros contre 522 millions en 2006. Il ne s'agit pas d'une augmentation de l'impôt 2007 mais d'un meilleur recouvrement. Depuis 2003, leur taux de progression s'infléchit : +8,6 % entre 2002 et 2003 ; +7,4 % entre 2003 et 2004 ; +3,6 % entre 2004 et 2005.

Les autres postes de recettes évoluent sensiblement à la hausse par rapport à 2006.

Les dépenses de l'État en Guadeloupe sont, en 2007, de 2 268 millions d'euros, soit une augmentation de 7,4% par rapport à 2006.

38% des dépenses de l'État sont consacrées aux traitements du personnel, soit 859 millions d'euros. C'est 0,7 % (+7 millions d'euros) de plus qu'en 2006. Cette évolution résulte de l'application de la LOLF qui impose dorénavant la retranscription budgétaire des contributions sociales à la charge de l'État.

Hors traitements, les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 53 millions d'euros.

Avec 13 millions d'euros (24 % des dépenses de fonctionnement), le ministère de la justice

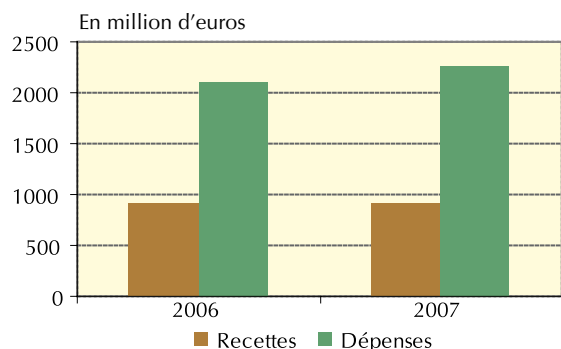
Le budget de l'État

est le premier consommateur de crédits de fonctionnement, suivi du ministère de l'intérieur et des collectivités locales avec un montant de 10 millions d'euros (19 % des dépenses de fonctionnement).

Les dépenses de l'État consacrées aux investissements en Guadeloupe s'élèvent à 234 millions d'euros contre 217 en 2006 (+7,8 %) et représentent 10 % de l'ensemble des dépenses.

Depuis la mise en place de la LOLF, ces dépenses sont réparties entre les dépenses d'équipements et de travaux pour 28,6 millions d'euros et les dépenses de subventions, pour 205,4 millions d'euros.

Évolution des comptes de l'État en Guadeloupe à compter de 2006



Source : Trésorerie Générale de la Guadeloupe



Finances publiques

Le ministère de l'Outre-mer, avec 67,6 millions d'euros soit 32,9 % des dépenses d'interventions⁽¹⁾, et le ministère de l'intérieur et des collectivités locales avec 64,4 millions d'euros soit 31,3 % des crédits d'interventions sont les plus gros consommateurs de ces crédits. 38% des dépenses concernent le versement aux collectivités territoriales pour accomplir leur mission de politiques publiques. La part que l'État verse aux collectivités territoriales a augmenté de 9% par rapport à 2006 (868 millions d'euros en 2007). La dotation principale est la dotation globale de fonctionnement (DGF) qui est de 270 millions d'euros en 2007 (soit 4% d'augmentation par rapport à 2006).

Viennent ensuite les avances faites aux collectivités territoriales au titre de la fiscalité directe locale, soit 336 millions d'euros en 2007 (4% de plus qu'en 2006). Enfin la taxe versée au département dans le cadre du transfert de compétence pour compenser le paiement du RMI s'élève à 148 millions d'euros.

Pierre MOUILLET
Trésorerie Générale de la Guadeloupe

(1) à titre de comparaison, ce ministère enregistrait 54 millions d'euros de dépenses d'investissement en 2005

En million d'euros		
Recettes locales		
	2006	2007
Impôts encaissés par le Trésor Public*	185,9	245,6
Impôt sur le revenu	153,5	215,5
<i>autre impôt d'État</i>	25,7	25,3
<i>impôt sur les sociétés</i>	5	3,1
<i>diverses recettes fiscales (retenues à la source)</i>	1,7	1,7
Impôts encaissés par les Impôts et les Douanes*	336,4	353,3
TVA	206	225,2
<i>droits d'enregistrement (impôts)</i>	20,6	19,4
<i>enregistrement sur timbres et autres contributions (douanes)</i>	10,7	7,1
<i>impôt sur la fortune</i>	4,3	4,9
<i>taxe sur les salaires</i>	0,7	0,7
<i>impôt sur les sociétés</i>	83,7	88,5
<i>autres recettes fiscales</i>	10,5	7,5
Total des recettes fiscales (en millions d'€)	522,3	598,9
Recettes non fiscales et assimilées	70,2	8,6
Comptes spéciaux, prêts, avances, reversements de fonds	309,5	308,4
<i>dont Comptes de concours financiers</i>	304,6	303
TOTAL	0,906	0,916
Dépenses locales		
	2006	2007
État (hors dotation aux collectivités territoriales)	1 312,1	1 400,0
Charges de personnel	853,8	865,0
Fonctionnement (titre 3)	52,4	52,7
Justice (y compris frais de justice)	12,7	13,3
Intérieur et Collectivités locales	10,3	10,2
Économie, finances, industrie	7,4	8,3
Équipement	7,0	6,7
Éducation Nationale et recherche	6,6	6,3
Autres	4,2	14,0
Investissement (titre 5)	10,6	28,7
<i>dont Éducation Nationale et recherche</i>	3,0	10,4
<i>Outre Mer</i>	2,2	2,9
<i>Intérieur et Collectivités locales</i>	1,3	11,4
Interventions (titre 6)	207,3	205,5
<i>dont Outre-Mer (y compris logements)</i>	59,1	67,6
<i>Intérieur et Collectivités locales</i>	51,9	64,5
<i>Éducation Nationale et recherche</i>	32,5	31,4
<i>Agriculture</i>	26,6	6,1
<i>Emploi et Cohésion sociale</i>	16,3	14,0
<i>Santé et Solidarités</i>	14,5	15,5
Dépenses sans ordonnancement (DSO)	188,0	248,0
Versement aux collectivités territoriales	789,0	868,0
Dotations aux collectivités et aux établissements publics locaux	318,0	384,0
Part de la TIPP versée au département pour le RMI	148,0	148,0
Avances aux collectivités territoriales au titre de la fiscalité directe locale	323,0	336,0
TOTAL	2 101,0	2 268,0

Source : Trésorerie Générale de la Guadeloupe

Pour en savoir plus

voir le site <http://www.performance-publique.gouv.fr/>



La construction poursuit son ascension

Le tissu économique guadeloupéen s'est enrichi de 4 632 nouvelles entreprises, soit 3,6% de plus qu'en 2006. La moitié d'entre elles ont été créées dans les services devant le commerce. Cependant, la dynamique de création profite surtout à la construction et l'industrie qui progressent respectivement de 21% et 8%.

Le commerce garde le taux de création le plus élevé du département. Dans les services qui affichent une progression moyenne, seuls les transports et les activités liées à la santé humaine prennent de l'ampleur. Neuf entreprises sur dix ont démarré leur activité sans salarié.

Au 1er janvier 2007, 41 000 entreprises exerçaient leur activité dans l'industrie, la construction, le commerce et les services non financiers. En Guadeloupe, le tertiaire, composé des services et du commerce, reste largement majoritaire avec plus des trois-quarts des entreprises (50% pour les services et 25% pour le commerce). La construction et l'industrie représentent respectivement 15% et 8% de l'appareil productif guadeloupéen.

L'une des spécificités du tissu économique de la Guadeloupe est la présence marquée de micro établissements (0 salarié). En 1993, près des deux tiers des établissements n'avaient pas de salariés. Treize ans plus tard, ils représentent les trois-quarts des entreprises. Ce phénomène est marqué dans les services et la

construction dans les services et la construction.

En 2007, 4 632 nouvelles entreprises se sont installées sur le territoire guadeloupéen. La moitié de ces unités (2 313) ont été créées dans les services, dont 1 553 dans les services aux entreprises et aux ménages. Loin derrière, on trouve le commerce avec 1 335 entreprises créées dans le commerce de détail et la réparation, soit 29% du total. La construction arrive en troisième position avec 673 nouvelles unités, soit 14% des créations.

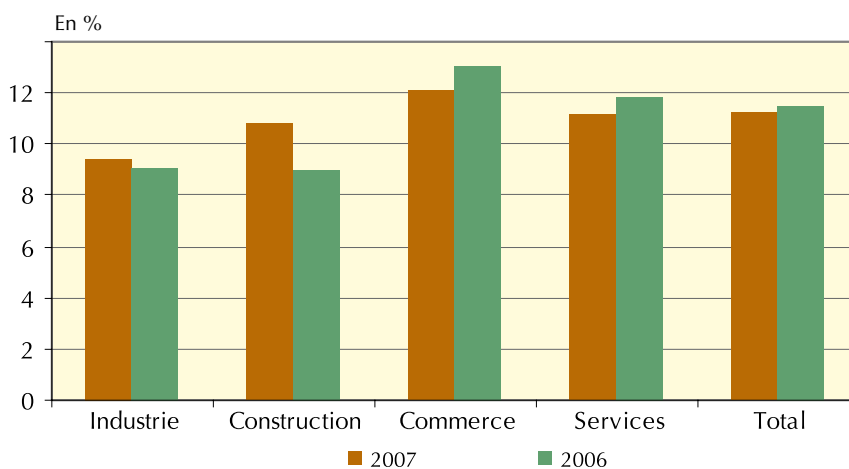
À l'origine de 2 313 créations, le secteur des services représente la moitié du renouvellement.

Malgré une évolution inférieure à celles de la construction et de l'industrie, soit 4,3%, ce secteur, dont le taux de création dépasse 11%,

Les services: premier gisement

Le commerce sature mais se renouvelle mieux

Taux de créations par grands secteurs d'activité en Guadeloupe



Source : Insee - Sirene



reste majoritaire dans l'économie guadeloupéenne.

Cette augmentation modeste est imputable au recul enregistré dans le secteur des services aux ménages (- 6%) et de la stagnation des services aux entreprises. Si les services opérationnels restent prédominants, ils ont suscité moins d'engouement que l'année précédente (-5%). Autre secteur important, l'activité de conseil et d'assistance, qui regroupe notamment les services professionnels, les activités informatiques ou encore la publicité, a attiré 433 créateurs, soit 4% de plus qu'en 2006. L'hôtellerie et la restauration représentent 16% des créations dans les services.

Pour autant ce secteur a toujours du mal à trouver une dynamique de développement comme en atteste la chute de 8% du nombre de créateurs.

Signe d'une économie dynamique, la grande majorité de nouvelles entreprises sont des créations pures (91%). Globalement, la hausse observée atteint 3,6% mais sa répartition sectorielle est très inégale. Les grands bénéficiaires en 2007, la construction et l'industrie, font un bond respectivement de 21% et 8%.

Au contraire le commerce qui avait beaucoup progressé en 2006, est en retrait de 5%. Les services sont justes au-dessus de la moyenne avec 4% d'augmentation.

Dans ce contexte plutôt favorable, le taux de création atteint 11,2% en 2007. Alors que les créations d'entreprises ont chuté d'environ 5% par rapport à l'année 2006, le commerce affiche encore le taux de création le plus élevé de la Guadeloupe (12,1%). Le commerce de gros représente près de 9% de l'ensemble des créations et possède l'un des taux de création les plus élevés (15,1%). Les créations sont plus nombreuses dans le commerce de détail : 851 entreprises, soit 18% du total. Le secteur de la construction, dont le dynamisme est lié aux mesures de soutien de l'activité et en particulier à la commande publique, confirme le redémarrage amorcé en 2006. Ainsi, près de 22% d'entreprises supplémentaires sont venues s'ajouter au stock existant, faisant grimper le taux de création de ce secteur à 10,8%. L'industrie progresse dans une moindre mesure (+ 8%) avec un taux de création qui s'établit à 9,4%.

En revanche, les transports prennent de l'ampleur (+37%). Tout comme les activités relatives à la santé humaine qui se développent pour répondre aux besoins grandissants de soins d'une population qui vieillit, comme en témoigne la forte hausse des créations dans ce secteur (+35%). Les activités immobilières progressent de 20%.

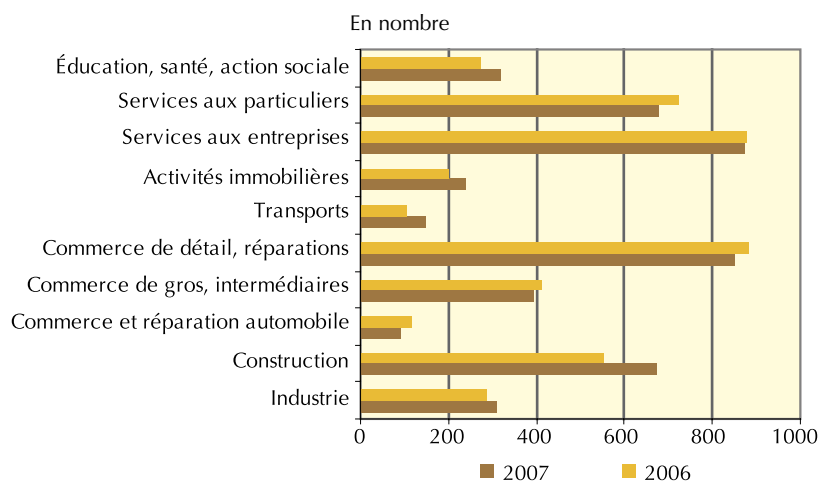
En 2007, neuf entreprises créées sur dix sont des unités sans salarié. Elles ne génèrent qu'un seul emploi, celui de l'entrepreneur. Parmi les nouveaux emplois salariés, 24% concernent la construction, 12% le commerce de détail et les réparations, 10% les services opérationnels et 8% les IAA. À peine quatre entreprises de plus de 20 salariés ont été créées, deux dans les services et deux dans l'industrie.

La zone d'emploi de Pointe-à-Pitre, qui regroupe 19 communes, absorbe 70% des créations, soit 3 276 entreprises dont le tiers dans les services aux entreprises et aux particuliers. Ces activités sont dominantes aussi à Saint-Martin, qui vient en deuxième position loin derrière avec 12%. Elles occupent ainsi 40% des 544 nouvelles entreprises installées sur la commune. La construction et l'industrie n'y font pas recette, les créateurs préfèrent miser majoritairement sur les services qui représentent 60% des créations. Derrière, Basse-Terre et Saint-Barthélemy, respectivement 448 et 300 créations, attirent proportionnellement plus d'entreprises dans la construction que partout ailleurs (19%).

Des disparités locales

L'essentiel de la progression dans la construction

Principaux secteurs de créations d'entreprise en Guadeloupe



Source : Insee - Sirene

Ali BENHADDOUCHE



L'inflation joue la modération

En 2007, en Guadeloupe, les prix à la consommation en Guadeloupe progressent de 1,3% en moyenne contre 2,1% en 2006. Cette baisse résulte du fort ralentissement des prix de l'énergie et d'une stabilité des produits manufacturés. En revanche, sous l'influence des produits frais, les prix de l'alimentaire ont retrouvé le chemin de la hausse.

Après une croissance soutenue en 2005 (+3,2%) et moyenne en 2006 (+2,1%), les prix à la consommation sont plus modérés en 2007 avec une hausse de 1,3%. L'inflation en Guadeloupe est la moins élevée des Antilles-Guyane (+2,4% en Martinique, +3,4% en Guyane). Dans ce contexte de modération, les évolutions des services et de l'alimentation ont le plus contribué à l'indice global.

Après une relative stabilité des prix en 2006 (-0,4%), les prix de l'alimentation, qui pèsent pour 21% dans la consommation des ménages, sont en augmentation de 2,2% en 2007. Du fait de son poids important, l'alimentation explique le tiers de la hausse totale. Premiers responsables de cette hausse, les produits frais, très sensibles aux aléas climatiques, ont crû en moyenne de 5,1%. Ainsi, les légumes enregistrent les plus fortes variations avec +18,2% pour la banane jaune et un peu plus de 13% pour l'igname et la laitue ; pour les fruits, le prix des tomates gagne 12,2%. La baisse de 1,9% du vivaneau limite l'augmentation des prix du poisson à +3,2%. En revanche, hors produits frais, la plupart des produits ont connu des hausses modérées ramenant leur évolution annuelle moyenne à 1,6% (contre 1% en 2006). Malheureusement, ce n'est pas le cas

pour les produits, dits de première nécessité, tels que les œufs, la baguette et les produits laitiers qui ont crû respectivement de 4,4%, 4,2% et 2,2%.

Les services : principale composante de la hausse des prix

Plus gros poste dans les dépenses de consommation des ménages avec 39%, les services sont en progression de 2% en 2007. Compte tenu de leur poids, les services expliquent près des deux tiers de la hausse globale des prix. Ce sont surtout les services de santé (+6%) qui rythment cette croissance et plus particulièrement les tarifs des services dentaires qui ont été revalorisés. Parallèlement, le rythme de croissance des tarifs hospitaliers s'est assagi avec seulement +0,9% contre +3,3% l'année précédente. Si les montants des loyers et les coûts d'entretien et de réparations du logement restent contenus (respectivement 1,3% et 1,2%), les services liés au logement se sont renchérissés de manière plus significative. Ainsi, les coûts croissants liés au recyclage des déchets ménagers mais aussi au traitement des eaux et au renouvellement progressif du réseau de distribution, font peser sur les ménages des augmentations de 13,5% sur les ordures ménagères et 4,7% sur les services d'assainissement.

L'alimentation retrouve le chemin de la hausse

+18,2% pour la banane jaune et un peu plus



Prix de détail

Après trois années ininterrompues de fortes hausses, les tarifs de l'énergie marquent une pause dans leur progression. Ils sont restés stables en 2007 (+0,2% contre +9,7% en 2006). Ce bon résultat est en grande partie imputable à la stabilité des produits pétroliers et

Les prix de l'énergie marquent une pause

en particulier des prix de carburants (+0,3%). Au cours de l'année, le prix du litre de gazole a varié dans une fourchette comprise entre 1,11 et 1,20 euro. Au total, la hausse du litre de gazole est de 1,7%.

Dans le même temps, les tarifs du gaz, qui sont indexés sur celui du pétrole, ne progressent que de 0,7% et ceux de l'électricité baissent de 0,4%.

Calme plat pour les produits manufacturés

Au final, l'impact des prix de l'énergie tire à la baisse l'indice d'ensemble de 0,2 point.

Dans le prolongement d'une année 2006 quasi-stable, les prix des produits manufacturés n'ont pas évolué en 2007. Ce qui est de bon augure pour le porte-monnaie des ménages car ils représentent

29% des dépenses de ces derniers en biens et services. Les baisses dans l'habillement et la chaussure (-2,2%) ainsi que dans les produits de santé (-1,5%) ont permis de compenser la hausse relative des autres produits (+1,1%). Parmi ces derniers, les équipements à forte valeur ajoutée tels que l'audio-visuel, la photo et l'informatique poursuivent leur baisse (-4,9%). Au chapitre des hausses, seuls les véhicules (+3,2%) et les autres biens durables (+4,6%) ont connu des augmentations significatives.

Florence FRENET

Énergie et produits manufacturés au plus bas

Évolution des prix par groupe de consommation entre décembre 2006 et décembre 2007

Indices base 100 = moyenne 1998

Regroupements	pondération 2007	indices 2006		indices 2007		variation 2007 / 2006	
		fin décembre	moyen	fin décembre	moyen	en glissement	en moyenne
Alimentation	2 051	114,6	113,7	117,2	116,1	2,3	2,2
<i>Produits frais</i>	341	109,5	107,2	115,0	112,6	5,0	5,1
<i>Alimentation hors produits frais</i>	1 710	114,1	113,5	116,1	115,3	1,8	1,6
Tabac	87	215,2	215,2	250,1	240,3	16,2	11,7
Produits manufacturés	2 918	104,2	103,1	103,4	103,1	-0,8	0,0
<i>Habillement et chaussures</i>	771	93,6	91,0	88,5	89,0	-5,4	-2,2
<i>Produits de santé</i>	249	94,8	96,2	93,6	94,8	-1,3	-1,5
<i>Autres produits</i>	1 899	109,5	108,8	110,8	110,0	1,2	1,1
Énergie	1 067	141,6	140,0	141,5	140,3	-0,1	0,2
<i>produits pétroliers</i>	850	158,5	156,0	157,9	156,5	-0,4	0,3
Services	3 860	118,5	116,8	120,9	119,2	2,0	2,0
<i>Loyers et services rattachés</i>	888	114,3	112,5	119,5	115,4	4,5	2,6
<i>Services de santé</i>	404	127,0	122,2	130,4	129,6	2,7	6,0
<i>Transports-communications</i>	615	113,1	110,3	113,1	112,1	0,0	1,7
<i>Autres services</i>	1 970	120,0	119,4	121,8	120,0	1,5	0,5
Ensemble	10 000	116,1	114,8	117,5	116,3	1,2	1,3

Source: Insee



Déchets en Guadeloupe : un enjeu majeur de salubrité publique

Avec treize décharges non autorisées sur son territoire, la Guadeloupe fait partie des mauvais élèves. Pourtant, une filière naissante de valorisation des déchets est amenée à se développer rapidement grâce à des moyens financiers importants dont dispose le département. Dans ce cadre, des objectifs ambitieux ont été fixés à l'horizon de 2020. Pour y parvenir, les décharges devront être mises aux normes et des unités de traitements des déchets construites.

Dans le domaine de la gestion des déchets, l'année 2007 en Guadeloupe aura malheureusement été marquée par des avancées limitées sur le terrain. Ainsi, la situation est encore aujourd'hui loin d'être satisfaisante : la quasi-intégralité des déchets ménagers de l'archipel finit dans une des 16 décharges existantes, en comptant celle de Saint-Martin.

Seulement trois d'entre elles sont autorisées, mais aucune n'est conforme à la réglementation, générant des nuisances sanitaires et environnementales avérées. Avec 13 décharges non autorisées sur les 45 recensées sur le territoire national, la Guadeloupe fait partie des mauvais élèves. Elle a concouru à la condamnation de la France par

la Cour de Justice Européenne déjà en mars 2007 pour sa mauvaise application des directives européennes sur la gestion des déchets. Une nouvelle condamnation apparaît prochainement inévitable, avec cette fois une amende substantielle à payer que l'État pourrait bien ensuite répercuter sur les collectivités locales responsables.

La mauvaise gestion des déchets est par ailleurs à l'origine de crises comme celle observée en septembre 2007, avec le blocage de la décharge de Baillif et l'interruption momentanée de la collecte des ordures ménagères dans le sud de la Basse-Terre. La première victime de cette situation est bien évidemment la population guadeloupéenne.

La Guadeloupe, mauvais élève pour les décharges





D'autre part, la collecte sélective et la valorisation par recyclage des déchets ne sont qu'embryonnaires en Guadeloupe. Paradoxalement, un certain nombre de filières existent au niveau local (plastique, déchets verts, ferraille...), alors que de grandes quantités de déchets recyclables finissent dans les décharges. Les entreprises de ces filières sont ainsi en difficulté faute de commandes.

Une filière naissante de valorisation des déchets

Cependant, l'année 2007 peut être qualifiée d'année de transition, au cours de laquelle la Guadeloupe s'est dotée d'outils devant lui permettre de faire face avec optimisme au défi de la modernisation rapide de la gestion de ces déchets dans les années à venir. Ainsi, le Conseil Général de Guadeloupe, a finalisé la révision du Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA). L'enquête publique préalable à l'adoption définitive du plan, qui s'est déroulée de novembre à décembre 2007, a permis un large débat sur le sujet. La Guadeloupe, et notamment les collectivités en charge des déchets, disposent maintenant d'un cadre modernisé, véritable feuille de route, dans lequel inscrire leurs actions.

Le montant total des investissements prévus par le plan à réaliser d'ici 2020 est estimé à près de 260 millions d'euros afin de mieux gérer les quelques 580 000 tonnes de déchets ménagers et assimilés produites sur l'archipel à cette date.

Dans cette optique, l'aboutissement de la préparation du programme opérationnel 2007-2013 des fonds européens ainsi que l'officialisation du Contrat de Projet État/Région de-

vraient permettre la mise en œuvre de ces équipements. Ainsi, 103 millions d'euros d'investissements pourront être financés sur cette période dans le domaine des déchets, dont 63 millions d'euros apportés par l'Union européenne. L'État, le Conseil régional et le Conseil général se sont, chacun, engagés à hauteur de 8 millions d'euros sur la même durée pour soutenir financièrement les différents porteurs de projets. Le complément devra être apporté par les porteurs de projets eux-mêmes, notamment les communes et des entreprises privées.

La Guadeloupe dispose donc de moyens financiers conséquents mis à sa disposition pour améliorer la gestion de ses déchets. Les instances européennes seront extrêmement attentives à la consommation de ces crédits dans le domaine des déchets sur le période 2007-2013. Le département a en effet laissé passer les opportunités des programmes 1994-1999 et 2000-2006 sans régler le problème. Ainsi par exemple, le DOCUP 2000-2006, s'est soldé avec une consommation d'environ 3,3 millions d'euros seulement de fonds européens sur les 35 millions d'euros qui avaient été prévus dans le domaine des déchets.

Il importe donc que des projets voient le jour rapidement dès 2008, et utilisent les soutiens financiers disponibles.

Des objectifs ambitieux à l'horizon de 2020

Les actions prioritaires définies par le nouveau PDEDMA devront notamment permettre l'amélioration des performances de la Guadeloupe en matière de collecte sélective et de recyclage de ses déchets. L'objectif est de passer de 4-5 % de déchets valorisés aujourd'hui à plus de 80 % à l'horizon 2020.

Outre des bénéfices environnementaux évidents, la mise en œuvre du plan apportera à la Guadeloupe une part de développement économique. On estime en effet, que la mise en œuvre du plan générera plus de 300 emplois directs. D'autre part le recyclage de nos déchets comme, par exemple, les bouteilles en plastique, générera de l'ordre de 90 000 tonnes par an de matière première dite «secondaire», qui pourront alors être exportées via les infrastructures portuaires de Guadeloupe, vers des usines qui les utiliseront dans leur procédé de fabrication.

En parallèle, des unités industrielles de traitement devront être construites, et les décharges hors normes telles que nous les connaissons aujourd'hui devront être fermées mais aussi réhabilitées afin de sécuriser les sites. Le travail qui reste à réaliser et les montants financiers sont donc colossaux.

Les collectivités locales compétentes dans le domaine des déchets, notamment les communes, les communautés de communes et les SICTOM, ont l'obligation de réussir. Face à ces enjeux, elles devront rapidement mettre en place une organisation administrative performante pour mettre en œuvre chaque action. Pour une plus grande efficacité et une meilleure cohérence d'ensemble, il apparaît donc pertinent de mettre en place une structure administrative unique, regroupant toutes les communes de Guadeloupe, et ayant en charge le traitement des déchets ménagers sur tout le territoire.

David PONCET
DIREN



Une année record pour le sucre

Le passage de DEAN et la sécheresse pénalisent les expéditions de banane qui chutent de 16 % en 2007. La filière sucre, au contraire, atteint 80 000 tonnes, le plus gros volume de production depuis 1980. Les expéditions de rhum progressent de 6 %. L'abattage contrôlé augmente de 25% et les importations de viande de 8 %.

La production agricole finale¹ réalisée en 2007 par les agriculteurs guadeloupéens s'élève à 265 millions d'euros (y compris les subventions liées aux produits), en progression de 7% par rapport à 2006. Les pertes de production, occasionnées par le passage du cyclone DEAN et par la sécheresse, ont été compensées par le versement d'aides aux produits qui ont contribué à l'augmentation de la valeur de la production agricole finale. La part de la filière végétale reste stable (82 %). La banane et la canne constituent 46 % de la valeur végétale mais sans les aides, cette part représenterait seulement 28%.

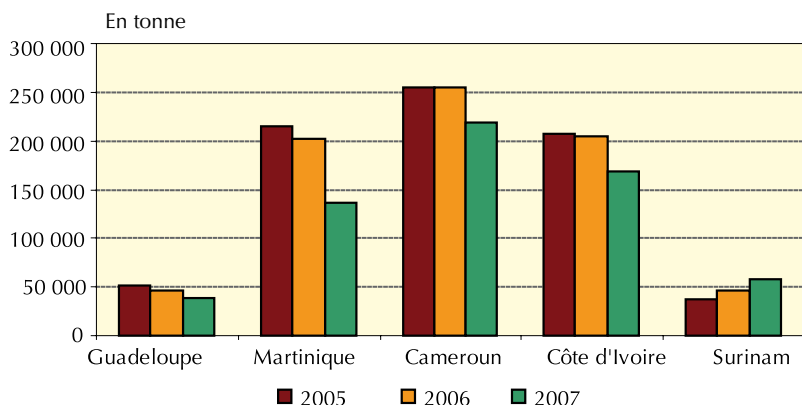
a pénalisé la production du second semestre. Les expéditions ont chuté de 16 % pour l'ensemble de l'année 2007 (39 000 tonnes). En Martinique, les expéditions ont chuté d'un tiers. Au Cameroun et en Côte d'Ivoire, la tempête survenue au mois de juin a fait baisser les expéditions de bananes de 72 800 tonnes. Le Ghana, qui a fait son apparition sur le marché européen en 2006, a doublé sa production avec 36 000 tonnes. Au total, les bananes antillaises et africaines régressent sur le marché européen. Dans le même temps, les arrivages du Surinam progressent de +27% et les Canaries ont distribué 326 500 tonnes en Europe.

Depuis le 1er janvier 2007, dans le cadre du soutien aux producteurs, les aides sont versées sur la base d'une référence individuelle de production et correspondent à un montant de 31,5 millions d'euros pour les planteurs guadeloupéens. Le prix moyen cumulé « départ quai ou frontière » de la banane guadeloupéenne augmente de 5 centimes/kg sur l'année et se situe à 0,63 €, prix inférieur au prix de la banane africaine.

Malgré la sécheresse conjuguée à un démarrage plus tardif de la campagne sucrière, 732 450 tonnes de cannes ont été broyées en 2007, soit une progression de 2%. Les parcelles du bassin cannier de la Grande-Terre ont produit 48 % de la récolte et celles de la Basse-Terre 34 %. Marie-Galante réalise 18%. La teneur en sucre se situe à 9,86 % contre 8,82 % en 2006. Les condi-

(1) chiffre provisoire

Des pertes de parts de marché en Guadeloupe Arrivages de bananes dans l'Union Européenne



Source : DAF, CIRAD



tions climatiques ont optimisé la richesse en sucre avec 80 210 tonnes, meilleur tonnage depuis 1980. Le volume de mélasse progresse de plus de 4 000 tonnes pour frôler les 34 000 tonnes. Le prix moyen payé par les deux usines s'élève à

Production sucrière record

36,65 €/t et gagne 4,80 €/t. Les aides au transport s'évaluent à 4 millions d'euros versées aux planteurs en 2007. L'année 2007 a également été favorable à la production de rhum. Les distilleries ont fabriqué 75 000 hectolitres d'alcool pur, soit une progression de 17 000 HAP. Une grosse partie provient du rhum de sucrerie (15 000 HAP) et 250 HAP de plus alimentent le marché local. Les exportations augmentent de 2 610 HAP. En 2007, la production de melons progresse de 7%, à 8 100 tonnes

dont 60% sont exportées. En raison des cours plus élevés à l'exportation, le prix moyen payé au producteur gagne 6 centimes pour atteindre 0,98 €/Kg. La culture du melon reste limitée par la disponibilité de la réserve foncière agricole.

Les aléas climatiques² et une surproduction responsable de la chute des prix payés aux producteurs ont pénalisé les haricots verts (-60 centimes), la pastèque (-80) et la carotte (-40). Seul le prix des tubercules augmente de 20 centimes.

En 2007, le nombre total d'animaux abattus en Guadeloupe s'élève à 23 660 têtes, soit 2 900 tonnes. C'est 25% de mieux qu'en 2006. Avec 14 000 têtes, l'abattage des porcins continue sa progression, les 2/3 tiers sont abattus au Moule. L'abattoir de Sainte-Rose, spécialisé dans les

Forte progression des importations des caprins et ovins

Production et importation de viande en Guadeloupe

En tonne	2006	2007
Bovins		
Abattages contrôlés	1 740	1 926
Importations totales	3 725	3 530
dont Viandes fraîches	1 291	1 186
Porcins		
Abattages contrôlés	732	957
Importations totales	2 432	2 488
dont Viandes fraîches	45	124
Caprins et ovins		
Abattages contrôlés	6	10
Importations totales	1 709	6 601
dont Viandes fraîches	64	530
Poulets - Coqs		
Abattages totaux (estimés)	1 223	1 297
Importations totales	10 473	11 205
dont Viandes fraîches	236	210

Source : DAF, DSV, Douanes

Une richesse exceptionnelle

Les chiffres clé de la filière canne

En tonne	2005	2006	2007
Cannes broyées (tonne)			
usines	841 059	716 895	732 450
distilleries	61 064	56 655	54 744
Prix payés planteurs (euros/t)			
part usines	29,30	31,85	36,65
part Etat	24,44	24,73	24,87
distilleries	54,24	64,49	57,55
Sucre produit (tonne)	72 830	68 637	80 210
Richesse en saccharine	7,96	8,83	9,86
Mélasse (tonne)	36 184	29 541	33 947
Rhum agricole et sucrerie (HAP)			
Agricole			
production	25 717	27 447	29 587
marché local	17 519	16 818	17 236
exportation	7 164	6 453	9 093
Sucrerie			
production	33 115	30 000	45 311
marché local	808	1 016	837
exportation	34 589	35 789	35 761
Total			
production	58 832	57 447	74 898
marché local	18 327	17 834	18 073
exportation	41 753	42 242	44 854

Source : DAF, DSV, Douanes

porcs et mis en fonction en août 2006, atteint la moitié du nombre de têtes abattues au Moule. L'abattage des bovins, (9 têtes sur 10 au Moule) augmente de 15 %, soit 8 720 têtes. Au Moule aussi, l'abattage des caprins (638 têtes) a doublé, celui des ovins atteint 170 têtes contre 20 en 2006. Avec 2 100 têtes abattues, l'unité de Marie-Galante améliore sa production.

La progression du tonnage abattu en Guadeloupe est le résultat des opérations de lutte contre l'abattage clandestin et du versement de la prime à l'abattage (298 000 euros contre 182 200 en 2006). En 2007, les importations de viande et abats, ont progressé de 8% avec 23 900 tonnes. Les viandes les plus consommées sont des « poulets et coqs » qui arrivent, pour neuf tonnes sur dix, congelés.

Francine DUBUC
Direction de l'Agriculture et
de la Forêt de la Guadeloupe

(2) sécheresse au premier semestre notamment sur la Grande-Terre et pluie les trois mois suivants.



Le commerce s'essouffle à Pointe-à-Pitre

La dernière décennie témoigne de la transformation du paysage commercial guadeloupéen. L'arrivée des hypermarchés sur les axes stratégiques de la circonscription pointoise a entraîné une profonde mutation des structures et territoires. Face à ces géants, les petites unités, caractéristiques de taille du tissu économique de l'île, ont eu le choix de se regrouper ou de se spécialiser pour mieux exister.

La comparaison des périodes « Avant 1996 » et « 1997-2006 » révèle une certaine vitalité de l'appareil productif commercial, excepté dans l'alimentaire.

La dernière décennie marque le pas

Seuls les commerces spécialisés suscitent encore des initiatives. Le supermarché a perdu de son éclat mais si ce type de structure continue à séduire quelques irréductibles, ceci est dû notamment à la floraison d'un nouveau genre de supermarchés sur le sol guadeloupéen : les hard discounts. Ces derniers (Ecomax, Leader Price) ont su jouer sur une politique de prix bas, en contrepartie d'un nombre limité de produits référencés et d'une présentation spartiate des produits. Les commerces non

spécialisés découragent les créateurs : pendant que les supérettes tentent de conserver un niveau de création, l'alimentation générale fait pâle figure dans la lorgnette des créateurs.

Les formes de commerce les plus attractives

Côté alimentaire, les préférences changent. Alors que dans les années 90, les créations s'effectuaient majoritairement dans les commerces d'alimentation générale (64 % des créations), les entrepreneurs de la dernière décennie choisissent plutôt d'investir dans les petits commerces spécialisés (50,3% des créations). Boucheries, boulangeries, commerces diététiques... ont la faveur des créateurs car ces commerces spécialisés détiennent encore quelques atouts : traditions culinaires, qualité, différenciation du produit, proximité, accueil et service.

Côté non alimentaire malgré un léger recul, l'équipement de la personne continue à susciter des initiatives. En revanche, l'équipement de la maison (textiles, revêtements, électroménager) est délaissé par les porteurs de projets qui se tournent davantage vers les commerces spécialisés : bazars, pharmacies, grands magasins spécialisés en équipement de la maison et bricolage, marchés. Les préférences des entrepreneurs commerciaux traduisent un découpage géographique déséquilibré de l'appareil commercial. Quelle que soit la période, certaines communes sont assaillies par les demandes d'installation tandis que d'autres sont quasiment désertées.

Les commerces spécialisés et les ventes sur marchés ont la dent dure

Répartition des commerces de détail par type en Guadeloupe

En nombre et %

Type de commerce de détail	Avant 1996	Période 1997-2006	Évolution
Commerces alimentaire	780	1 035	33
Supermarchés	22	13	-41
Hypermarchés	1	3	200
Commerces de proximité spécialisés	260	521	100
Commerces de proximité non spécialisés	497	371	-25
Commerces non alimentaire	1 113	2 049	84
Pharmacies et articles médicaux	54	96	78
Équipement de la personne	474	795	68
Équipement de la maison	183	239	31
Bricolage-Jardinage	121	186	54
Culture et loisirs	106	171	61
Commerces divers en magasin spécialisé	175	562	221
Commerces de détail de biens d'occasion	0	4	
Commerces de détail hors magasin	269	613	128
Ensemble Commerces de détail	2 157	3 559	65

Source : Insee



Au premier plan, les communes les plus attractives que sont Pointe-à-Pitre, Les Abymes, Baie-Mahault et le Gosier se caractérisent par leur poids démographique et l'essor rapide de leur territoire. Ensuite, les communes

« moyennement attractives », *Attractivité des communes et déséquilibre de l'aménagement commercial*, Le Moule,

Saint-François et Sainte-Anne doivent leur rayonnement à leur activité touristique ou au récent développement de leur centre-bourg. De leur côté, Petit-Bourg, Morne-à-L'Eau et Sainte-Rose, situées à la périphérie des centres urbains, possèdent un potentiel de développement propre qui peut leur permettre de jouer un rôle de pôle d'équilibre régional.

L'attractivité des communes est étroitement liée à l'aménagement du territoire. Les zones d'activité sont essentiellement concentrées sur deux communes : Baie-Mahault et Les Abymes. La première règne en maître avec son principal pôle d'activités, Jarry et ses zones commerciales, Destreland, la Jaille, Convenance, Trioncelle et Dorville. La seconde qui, en dépit d'un problème de délocalisation au profit de sa rivale, rassemble des zones d'activité à bon rayonnement : Boisripeaux, Dothémare, Dugazon de Bourgogne, Morne Vergain et Petit-Pérou. Les autres communes montantes sont encore celles qui disposent d'au moins une zone artisanale ou commerciale d'activités : Moule (Damencourt), Sainte-Rose (Nolivier), Petit-Bourg (Arnouville et Colin) et Lamentin (Jaula).

Le vieillissement ou le développement de ces zones de chalandise et l'émergence de nouvelles ont opéré des changements de localisation des créateurs. Avant 96, la conurbation Pointe-à-Pitre Les Abymes Baie-Mahault Le Gosier hébergeait le premier pôle d'attraction commerciale. En commune leader figurait Pointe-à-Pitre (27% des créateurs)

suivi des Abymes (16% des installations). Baie-Mahault et le Gosier se disputaient la 3^{ème} place, attirant 9% et 8% des nouvelles entreprises. La dernière décennie a bouleversé ce classement : Pointe-à-Pitre perd 7 points. Les initiatives stagnent aux Abymes (17%) alors que Baie-Mahault rayonne (19%) sur le territoire, tentant même de ravir la première place à la capitale économique.

Dans l'alimentaire, la répartition par zone des créations fait apparaître une graduation de l'attractivité communale. Les Abymes, Baie-Mahault et Pointe-à-Pitre captent le plus grand nombre de créations alimentaires. En effet, ce sont également des communes d'accueil car elles attirent les populations des zones

Attractivité dans l'alimentaire périphériques pour leurs possibilités

d'emploi et de logement. Les communes moyennement attractives sont soit les « touristiques », Gosier, Sainte-Anne et Saint-François où la restauration est l'une des activités dominantes, soit les communes « en devenir » : Moule, Sainte-Rose et Petit-bourg. Le troisième groupe formé de Morne-à-L'Eau, Grand-Bourg et le Lamentin regroupe des territoires qui se suffisent à eux-mêmes. L'exemple type est Grand-Bourg qui, excentrée par rapport à la Guadeloupe proprement dite, est obligée de concentrer sur son sol suffisamment de commerces alimentaires.

Le non-alimentaire offre un visage quelque peu différent. Les Abymes, Baie-Mahault et Pointe-à-Pitre forment encore le tiercé gagnant avec cependant une modification de classement. Pointe-à-Pitre récolte le plus de créations de par sa fonction de capitale commerciale. Le

centre-ville regorge de magasins et attire des populations de toutes parts. Baie-Mahault s'affiche comme la seconde commune avec son centre commercial et Jarry, le poumon économique de l'île. Les Abymes, au troisième rang, est une alternative à Baie-Mahault. En second choix, les créateurs s'installent au Gosier, Saint-François, Moule et même Sainte-Anne, profitant des flux touristiques et de l'attractivité du centre urbain. En troisième choix, ils créeront à Petit-Bourg ou Sainte-Rose afin d'exploiter au mieux les bénéfices de leur développement territorial.

On assiste sur la dernière décennie à des concentrations de commerces, d'activités, en somme à de véritables spécialisations des communes. Les cas les plus flagrants sont ceux de Pointe-à-Pitre qui s'est transformée en véritable *Spécialisation des espaces* centre de petits

commerces dédiés à l'équipement de la personne. Baie-Mahault, érigée comme le temple du commerce et le territoire de la diversification, rassemble toutes les catégories de commerce. Les Abymes, véritable boîte à outils, voit petit à petit s'installer les grands magasins spécialisés en équipement de la maison, bricolage et jardinage. Le Moule, tournée vers le segment de l'équipement de la personne, présente une alternative au centre ville de Pointe-à-Pitre.

Alexandra ZAIRE
CCI de Guadeloupe



Année record pour le trafic de marchandises

L'année 2007 enregistre le meilleur résultat de tonnage du trafic de marchandises depuis la création du port autonome de la Guadeloupe, avec 3 435 967 tonnes, soit une augmentation de 10% par rapport à 2006.

Les importations et les exportations ont progressé respectivement de 8% et 20%.

Le trafic de passagers a lui aussi connu une forte croissance (+8%), grâce notamment au dynamisme de la desserte « Marie-Galante ».

Les importations, qui représentent 70% du trafic, restent déterminantes pour l'activité du port. Elles progressent deux fois plus vite que l'année précédente, +8%. Ces dernières sont composées de marchandises diverses conteneurisées (45%) et non conteneurisées (5%) mais aussi de vrac liquides (27%) et solides (23%).

Les marchandises diverses (conteneurisées et non conteneurisées) augmentent de 7%, soit 77 000 tonnes supplémentaires dont 55 000 tonnes pour les conteneurisées. Le trafic conteneurisé,

Les importations progressent

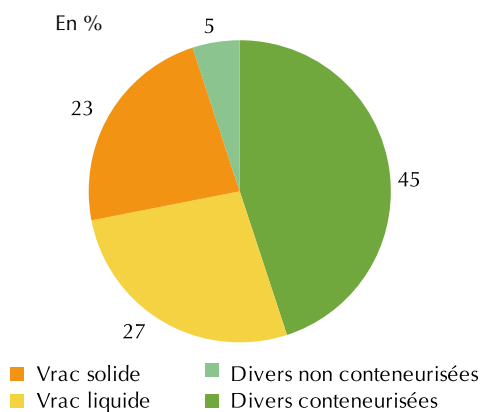
qui reflète la consommation des ménages, est passé à 83 663 Teus¹ pleins contre 79 313 en 2006. Deux raisons principales à cela :

- profitant du trafic soutenu lié au marché domestique et à la progression du trafic de transbordement, le trafic conteneurisé est en augmentation de 5% ;

- la part des conteneurs pleins de 40 pieds s'élevé à 51% du trafic total (contre 48% en 2006) et le trafic de transbordement représente 31% du trafic Teus pleins, soit un tiers du trafic conteneurisé.

Près de la moitié du trafic pour les marchandises conteneurisées

Répartition du trafic de marchandises du port autonome de la Guadeloupe en 2007



Source : Port Autonome de la Guadeloupe

(1) Twenty equivalent unit : unité de mesure internationale équivalent à 20 pieds.



Transport maritime

Les marchandises conteneurisées proviennent principalement de cinq ports qui regroupent 68% du trafic. Il s'agit du Havre (27%), de Rouen (13%), de Nantes (13%), de Dunkerque (8%) et de Paramaribo (8%). Ce dernier est le premier port étranger (Surinam) en raison du transbordement du trafic de banane qui est ensuite réacheminé vers Dunkerque.

Le trafic des marchandises non conteneurisées représente une faible part du trafic total (5%) et 11% du trafic des divers, avec une part importante de voitures particulières neuves (19%). En 2007, environ 21 000 véhicules, en provenance d'Europe et d'Asie, ont été importés en Guadeloupe. Les autres trafics sont surtout constitués de traverses en bois (16%) et de bobines métalliques (11%). Le dynamisme de ces derniers permet au trafic non conteneurisé d'enregistrer une bonne progression.

Le trafic d'hydrocarbures, composé essentiellement de carburant pour le transport routier et de fioul pour la production d'énergie électrique, totalise une hausse de 86 000 tonnes de vrac liquides. Cette augmentation est due à l'importation d'hydrocarbures destinés ensuite à la Guyane française pour des raisons de normes. Avec +20%, les exportations de marchandises restent dynamiques. Elles représentent 16% du trafic total du PAG. Les marchandises diverses conteneurisées progressent de 12%.

C'est la troisième année consécutive où l'on constate une évolution aussi importante. Elle est due à augmentation du trafic de transbordement et notamment celui de la **hausse des exportations** de banane,

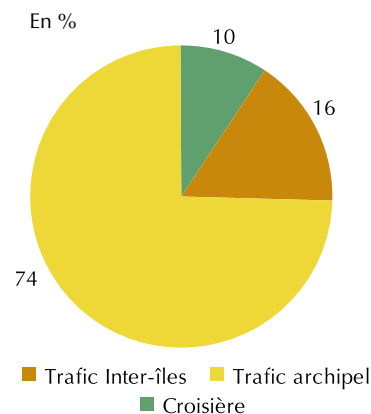
du riz et du bois vers les pays de l'Europe et la France métropolitaine en particulier. Ce trafic est suffisamment important en volume pour compenser la diminution du trafic de la banane domestique. À noter la stabilisation du rapatriement des conteneurs vides durant l'année 2007.

Le nombre de Teus pleins à la sortie est de 28 151 (26 355 en 2006) dont 34% vers Dunkerque, 14% vers Fort-de-France, 9% vers le Havre, 6% vers Degrad-des-Cannes et 5% vers Gustavia. Les ports français totalisent 57% des exportations guadeloupéennes (contre 65% en 2006). Le trafic d'exportation de la banane antillaise poursuit inexorablement sa chute. Le tonnage de 2007 n'atteint plus que 38 000 tonnes environ, c'est 2,6 fois moins qu'en 2000. Cette diminution est imputable aux aléas climatiques et à la concurrence aiguë qui existe sur le marché international de la banane.

Les installations de Jarry absorbent la quasi-totalité du trafic de marchandises (95%), celles de Basse-Terre et Marie Galante ne représentant chacune que 2% et Pointe-à-Pitre, 1%.

Près de 70% avec Marie-Galante

Répartition du transport de personnes par type de passagers



Source : Port Autonome de la Guadeloupe

Avec près de 820 000 mouvements, le trafic de passagers progresse de 8% par rapport à 2006, surtout la croisière basée, avec +25%. Comme l'année précédente, la désaffection pour la destination « Martinique », soumise à la concurrence du mode aérien, freine le développement du trafic inter-îles (+1%). En revanche, le trafic inter-archipel, qui concentre l'essentiel des mouvements, s'accroît de 8% en raison de l'augmentation du trafic sur la desserte « Marie-Galante » (+10%), qui reste un trafic essentiellement de résidents.

L'environnement concurrentiel auquel est confrontée l'infrastructure portuaire la place au 21^{ème} rang des principaux ports de la Caraïbe et de l'Amérique. Son positionnement par rapport aux ports français la situe à la 8^{ème} place en se référant au nombre de Teus et à la 12^{ème} place en terme de tonnage.

40% des marchandises transitent par la Caraïbe

Part de transit des marchandises importées en Guadeloupe en 2007

En %		
Port	Catégorie de marchandises	Part du trafic total
France Métropolitaine	Divers, céréales et sucre brut	32
Caraïbe	Hydrocarbures et agrégats	23
Martinique	Hydrocarbures et agrégats	15
Amérique du Sud	charbon, clinker, banane	15
Europe		6
Autres		9

Source : Port Autonome de la Guadeloupe

Sophie SAINT CHARLES
Port Autonome de la Guadeloupe



Une année contrastée

En 2007, l'activité touristique est bien orientée : plus de passagers, plus de touristes de séjour, fréquentation des hôtels et taux d'occupation en hausse. En revanche, la durée moyenne du séjour ainsi que la dépense moyenne des touristes sont en baisse. Les créations d'entreprises ralentissent et l'emploi salarié touristique est en repli.

En 2007, le nombre de passagers de l'aéroport Pointe-à-Pitre/Pôle Caraïbes s'élève à 1,96 million soit une augmentation de 5,4% par rapport à 2006. Ce résultat confirme la hausse observée en 2006 (+1,3) sans toutefois atteindre la fréquentation de 2000 qui dépassait 2 millions de passagers.

Croissance de l'activité aéroportuaire et portuaire

L'activité portuaire rompt avec la tendance baissière amorcée depuis 2000. Le trafic de passagers croît ainsi de 8% avec près de 820 000 passagers. Parmi eux, les croisiéristes (+27%) poursuivent leur progression entamée en 2006. Par ailleurs, le développement des destinations de la Dominique et de Sainte-Lucie permet au trafic inter-îles de se maintenir.

Enfin, le trafic Inter-archipel renoue aussi avec la croissance (+8%) grâce à l'augmentation de l'affluence sur les liaisons vers Marie-Galante (+10%).

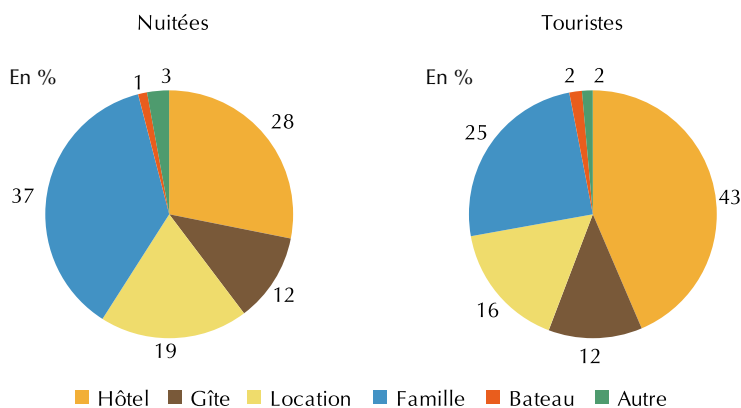
Moins de créations d'entreprise

Le nombre de créations d'entreprises est en baisse de 3,2% par rapport à 2006. Ces dernières ont ralenti dans les secteurs de l'hôtellerie et la restauration (365 en 2007 contre 397 en 2006) mais aussi dans les transports et la location. Seules les activités récréatives enregistrent un léger mieux. L'emploi salarié touristique est en repli de 2,4% par rapport à 2006, avec une baisse marquée dans l'hôtellerie et la restauration (-4,7%) et dans les activités récréatives (-2,5%). La bonne tenue de l'emploi dans les transports (+4%) n'a toutefois pas permis de freiner l'érosion des effectifs dans ce secteur. Le secteur de la location reste stable.

Le nombre de touristes, ayant séjourné dans le département (compabilisés au départ de l'aéroport et à destination de la France métropolitaine) augmente de 8,8% pour s'établir à 408 000. Près de la moitié de ces touristes découvrent la Guadeloupe pour la première fois. Ils optent le plus souvent pour un hébergement en hôtellerie traditionnelle. Ils sont un quart à aller dans la famille mais l'hébergement familial reste cependant prépondérant en termes de nuitées du fait d'une durée de séjour plus importante en famille qu'à l'hôtel.

En terme de nuitées, la location et les gîtes font mieux que l'hôtellerie

Type d'hébergement en Guadeloupe des touristes en provenance de Métropole



Source : Insee, Enquête Flux touristiques 2007



Contrairement à l'année précédente, l'année 2007 est légèrement plus favorable aux hôtels de la Guadeloupe continentale, les îles du Nord enregistrant des résultats moins satisfaisants. En Guadeloupe continentale, le nombre de clients et le taux d'occupation des chambres progressent respectivement

Activité hôtelière : plus de clients, moins de nuitées

de 13,5% et de 4,1 points. En revanche, le nombre de nuitées baisse de 3,4%. Les

hôtels de luxe maintiennent leur part de marché à 88%.

L'activité hôtelière des îles du Nord marque le pas en 2007. Le nombre de clients est en chute de 5,4%, le nombre de nuitées de 5,3%. La durée moyenne du séjour et le taux d'occupation des chambres restent stables.

Par ailleurs, le tourisme dans les îles du Nord demeure différent de celui de la Guadeloupe continentale. Il s'oriente davantage vers l'international et le luxe : plus de trois clients sur cinq sont des étrangers contre un sur dix pour la Guadeloupe continentale et la part des hôtels de luxe est supérieure de sept points à celle de la Guadeloupe continentale.

Les îles du Nord attirent toujours moins de touristes

Activité des hôtels de Guadeloupe en 2007

En nombre et %

	Guadeloupe (hors îles du Nord)	Évolution 2007/2006	îles du Nord	Évolution 2007/2006
Clients (milliers)	480	13,5	174	-5,4
Nuitées (milliers)	1 635	-3,4	642	-5,3
Part de la clientèle étrangère	10	+2 pts	63	+6 pts
Part du haut de gamme (1)	88	-	95	+0,5 pt
Durée moyenne de séjour (jour)	3	-1	3,7	-
Taux d'occupation des chambres	59,4	+4,1 pts	50,5	+0,5 pt

(1) Haut de gamme = trois étoiles et plus

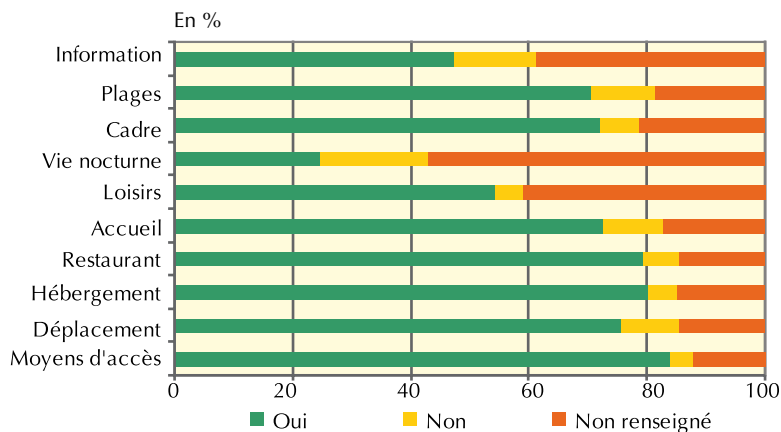
Source : Insee, enquête fréquentation hôtelière

La dépense totale des touristes s'élève à 251 millions d'euros (238 en 2006) soit une dépense moyenne par séjour de 614 euros (635 en 2006) ; la somme ainsi injectée dans l'économie par ces visiteurs est proche de 560 euros par habitant.

mis les étudiants, logés pour la plupart chez l'habitant, on enregistre une différence de niveau de dépense notable entre les retraités (50 euros par jour et par personne) et les chefs d'entreprise (76 euros). Parmi l'ensemble des touristes, les métropolitains, à l'image des

Des touristes globalement satisfaits

Taux de satisfaction selon les critères du séjour



Source : Insee, Enquête Flux touristiques 2007

Guyanais, ont le coût du séjour le plus faible avec 56 euros en moyenne par jour et par personne. Celui des touristes originaires des pays de l'Union européenne est supérieure de 20 euros et celui des autres pays de 18 euros.

Dans l'ensemble, les touristes sont plutôt satisfaits de leur séjour. Comme en 2006, près de huit touristes sur dix expriment leur satisfaction quant à la qualité des services d'hébergement et de restauration et un peu plus de sept sur dix du cadre naturel et des plages, en recul cependant de près de cinq points. Quelques réserves sont néanmoins émises à propos de l'aménagement des plages et des difficultés liées au réseau routier. D'autres aspects semblent moins les préoccuper, signe que la Guadeloupe n'est pas recherchée pour ses attraits en matière de vie nocturne et de loisirs. Ainsi, si près de 20% des touristes se déclarent insatisfaits de la vie nocturne, 57% ne se prononcent pas. Même constat pour les loisirs qui ont satisfait plus de la moitié des touristes, mais laissent sans opinion 40% d'entre eux. Enfin, près d'un touriste sur six estime que la qualité de l'information touristique peut-être améliorée.

Florian CHAFFORT



Bonne reprise du marché de l'automobile

L'année 2007 marque la reprise du marché automobile après une année 2006 en recul. La hausse des ventes concerne les véhicules neufs et d'occasion quelle que soit la catégorie, la provenance et la motorisation avec toutefois une mention spéciale pour les grosses cylindrées.

Après une année 2006 morose, le marché de l'automobile redémarre, enregistrant une augmentation de plus de 14% en 2007 : 18 855 nouveaux véhicules ont été immatriculés en 2007 contre 16 522 en 2006.

La vente de véhicules particuliers neufs retrouve le chemin de la croissance avec +14,6%, celle des utilitaires neufs affiche la plus forte progression de la dernière décennie (+12,5%).

Les petites cylindrées (4-6 CV) et les moyennes (7-9 CV) inversent la tendance baissière de l'année 2006 en affichant respectivement une hausse de 14,0% et de 7,2%. Ce sont surtout les grosses cylindrées (10 CV et plus) qui réalisent une forte percée : +47,7%. Cela peut surprendre au regard du coût croissant des produits pétroliers et à l'heure où l'on tente de résoudre les problèmes liés à l'environnement.

L'attrait pour le diesel au détriment de l'essence est beaucoup plus net en 2007. Cette tendance s'explique-

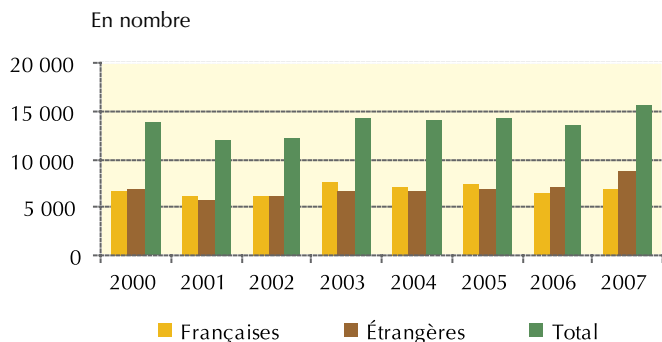
certainement par le moindre coût du litre de gazole par rapport à celui du sans plomb. La part des véhicules diesel a doublé entre 2000 et 2007. Par ailleurs, les marques françaises, en perte de vitesse depuis plusieurs années, augmentent leurs ventes de 5,5% en 2007 mais pas suffisamment pour enrayer la progression de celles de voitures étrangères : ces dernières représentent 56% des ventes contre 52% en 2006.

Avec près de 25 900 véhicules faisant l'objet de revente, le marché de l'occasion tire son épingle du jeu. La vente de véhicules d'occasions a ainsi augmenté de près de 8% en 2007, soit la plus forte hausse depuis 2003. Le nombre croissant de ménages possédant déjà au moins un véhicule et souhaitant s'équiper à moindre frais est une explication au dynamisme du marché de l'occasion.

Florian CHAFFORT

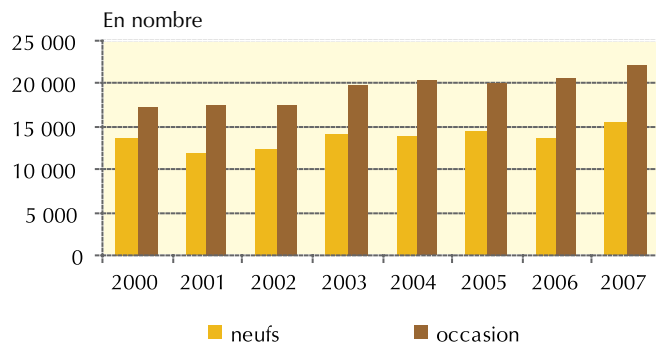
Les voitures étrangères ont la préférence

Immatriculations de véhicules particuliers neufs selon le pays d'origine en Guadeloupe



Progression du neuf et de l'occasion en 2007

Immatriculations de véhicules neufs et d'occasion pour les particuliers en Guadeloupe



Source: Direction départementale de l'équipement



Une amélioration de la situation sur le marché du travail

En 2007, la situation sur le marché du travail guadeloupéen s'améliore. Les demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE sont sensiblement moins nombreux. Les offres d'emploi atteignent un niveau jamais enregistré. Ce bilan positif doit quand même être nuancé. Cette amélioration de la situation ne profite pas à tous. Le nombre de demandeurs d'emploi seniors augmente encore légèrement en 2007. Par conséquent, le maintien des seniors sur le marché de l'emploi reste une priorité.

En 2007, une embellie se dessine sur le marché du travail guadeloupéen. En effet, les demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE sont sensiblement moins nombreux. Entre décembre 2006 et décembre 2007, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie 1 diminue de 6,7 %. Une baisse aussi importante n'a pas été enregistrée depuis l'année 2000.

Parallèlement, au cours de la même période, les offres d'emploi proposées par l'ANPE sont en nette progression (+21,0 %).

L'amélioration sur le marché du travail guadeloupéen est générale. Les personnes à la recherche d'un emploi à temps

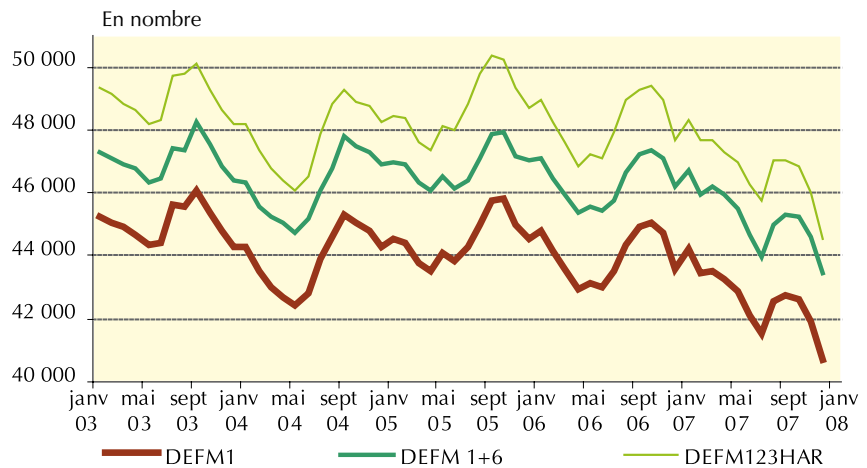
plein et en CDI, ayant éventuellement exercé une activité occasionnelle ou réduite d'au plus 78 heures dans le mois, sont moins nombreuses. En 2007, la Demande d'Emploi de Fin de Mois de catégorie 1 (DEFM1¹) diminue (-6,7%). Le phénomène ne se limite pas à cette seule catégorie et s'étend aussi aux autres catégories de demandeurs d'emploi qui sont inscrits à l'ANPE.

En effet, la Demande d'Emploi de Fin de Mois de catégorie 1 à 3, hors activité réduite (DEFM123HAR²) recule sensiblement aussi (-6,6%). La Demande d'Emploi de Fin de Mois de catégorie 1 et 6 (DEFM1+6³) se replie (-6,0%).

Amélioration générale du marché du travail

La situation s'améliore en 2007

Les demandeurs d'emploi en fin de mois en Guadeloupe de 2003 à 2008



Source : DTEFP - ANPE

DEFM1 : Demandeur d'Emploi de Fin de Mois qui est sans emploi, immédiatement disponible et tenu d'accomplir des actes positifs de recherche, à la recherche d'un emploi en CDI à temps plein.

DEFM123HAR : Demandeur d'Emploi de Fin de Mois qui n'a exercé aucune activité réduite dans le mois et qui recherche un emploi à durée indéterminée, à temps plein ou à temps partiel, ou un emploi à durée déterminée temporaire ou saisonnier.

DEFM1+6 : Demandeur d'Emploi de Fin de Mois qui est à la recherche d'un emploi à temps plein et à durée indéterminée, y compris celui qui a exercé une activité réduite de plus de 78 heures au cours du mois.



Moins bien formés, les seniors peinent à sortir du chômage

Caractéristiques des demandeurs d'emploi par tranche d'âge

En nombre et %

	Effectif au 31/12/2006	Effectif au 31/12/2007	Évolution 2007/2006	Chômeurs depuis au moins un an	Niveau de formation de l'enseignement supérieur	Faible niveau de formation
Moins de 25 ans	5 880	5 362	-8,8	25,6	12,3	13,8
De 25 à 49 ans	32 854	30 433	-7,4	53,7	11,6	33,0
Au moins 50 ans	4 874	4 912	+0,8	64,0	5,2	62,2
Ensemble	43 608	40 707	-6,7	51,3	10,9	34,0

Source : DTEFP - ANPE

De plus, cette conjoncture plus favorable concerne tout le territoire guadeloupéen, qui s'étend des Iles du Nord jusqu'au Sud Basse-Terre en passant par Marie-Galante. Sur toutes les zones, l'ANPE enregistre une baisse des demandeurs d'emploi de catégorie 1.

L'embellie constatée concerne aussi bien les hommes que les femmes. La baisse est cependant un peu plus importante pour les hommes (-8,7 %) que pour les femmes (-5,1 %). L'amélioration profite également à tous les niveaux de formation et à toutes les catégories socio-professionnelles. La demande d'emploi de longue durée (inscrits depuis au moins un an) recule aussi (-4,6 %).

Parallèlement à cette baisse des demandeurs d'emploi, l'ANPE propose également davantage d'offres en 2007. Leur nombre a augmenté de 21%. Cette augmentation concerne tous les secteurs d'activité. Elle est particulièrement importante en nombre pour le secteur du tertiaire et du BTP. Concernant ce dernier, elle est en partie due au recul de l'emploi informel résultant du renforcement des actions de contrôle et de répression contre le travail illégal.

Le bilan de l'année 2007 sur le marché du travail est donc positif. Cependant, malgré cette embellie, le taux de chômage au sens du BIT (Bureau International du Travail) reste encore élevé en Guadeloupe (22,7 %). Un bémol doit aussi être mis concernant les demandeurs d'emploi de très longue durée (inscrits depuis au

moins trois ans). Leur situation reste préoccupante. Ils ne bénéficient pas du contexte plus favorable, et sont encore un peu plus nombreux en 2007. Leur nombre augmente de 2,2 %. L'amélioration doit enfin être nuancée à un autre niveau, celui de l'âge du demandeur d'emploi. En effet, un public ne tire pas profit de la situation, celui des seniors.

Les seniors en marge de cette amélioration

Les seniors, malgré une conjoncture plus favorable, sont un peu plus nombreux en 2007 à rechercher un emploi. Le nombre des demandeurs d'emploi de 50 ans et plus de catégorie 1 augmente de 0,8 %. Leur profil les pénalise pour retrouver un emploi. En effet, ils présentent souvent de bas niveaux de formation. Plus de 62 % des seniors n'ont aucun diplôme. Par ailleurs, presque deux tiers d'entre eux sont inscrits depuis au moins un an à l'ANPE. Pour ces raisons, alors que la situation sur le marché du travail s'améliore, ils peinent à sortir du chômage.

La situation des seniors devient plus préoccupante d'année en année et justifie la vigilance et l'intervention des pouvoirs publics.

Face au vieillissement de la population, tous les pays ont réformé leurs systèmes de retraite, en reculant l'âge de départ en retraite ou en allongeant la durée de cotisation requise pour bénéficier d'une retraite complète. Mais de telles mesures

n'ont de sens et d'efficacité que si les salariés âgés ont effectivement un emploi.

Aujourd'hui on constate une forte récurrence du chômage des seniors et un retour moins rapide à l'emploi. Ces différents éléments confirment la nécessité de poursuivre et d'amplifier les efforts pour permettre aux seniors un retour vers l'emploi durable.

Pour l'année 2008 et les années suivantes, il convient d'inscrire les progrès dans la durée. Dans cette perspective, l'ANPE met en place un plan de mobilisation qui constitue un des grands axes du plan national concerté sur l'emploi des seniors. Parmi les onze mesures de ce plan, deux permettent une dynamisation immédiate de la recherche d'emploi : la mise en place du suivi mensuel personnalisé pour le senior dès le premier mois par un conseiller référent et la mise en place d'un « parcours de recherche accompagnée » et d'un « parcours créateur d'entreprise ». À ces mesures viennent s'ajouter des dispositifs mis en place par l'Assedic et l'État.

L'image des seniors doit également être améliorée au sein même des entreprises. Ces dernières devraient repenser la place des seniors dans l'entreprise. En effet, ils sont la mémoire et le savoir des entreprises.

Christine CHARDON
DTEFP de Guadeloupe



Baisse du chômage, progression de l'emploi

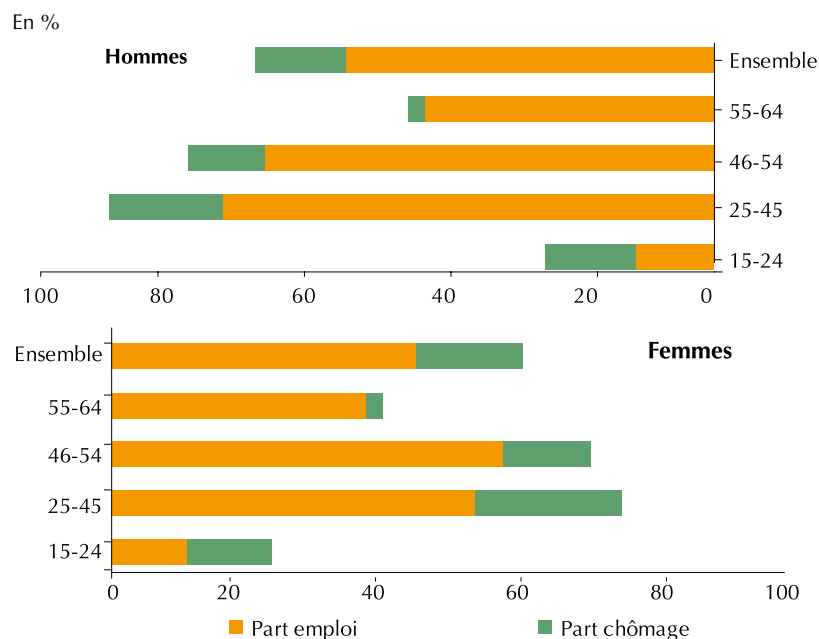
En juin 2007, le taux de chômage, au sens du Bureau international du Travail, est de 22,7%, contre 25,2% un an plus tôt. Cette baisse a surtout bénéficié aux hommes (-3,1 points contre -2 points pour les femmes). Deux éléments viennent toutefois assombrir le tableau : le nombre des emplois précaires augmente ainsi que le chômage de longue durée. Le taux d'activité est passé de 61,9% en 2006 à 64,4% en 2007. Le taux d'emploi progresse aussi pour atteindre 49,7%, soit 3,4 points de plus qu'en 2006.

En Guadeloupe, le taux d'activité a progressé de 2,5 points, une progression encore plus marquée pour les femmes (+3,6 points). Pour les hommes, l'augmentation plus modérée (+1,2 point) s'explique

par le fait que les jeunes hommes âgés de 15 à 24 ans sont de moins en moins présents sur le marché du travail. A 25,3 %, leur taux d'activité se rapproche de celui des femmes au même âge (24%).

Plus d'un jeune actif sur deux au chômage

Part de l'emploi et du chômage dans la population en âge de travailler en 2007 en Guadeloupe



Source : Insee, Enquête Emploi Guadeloupe 2007

Le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) est la proportion du nombre de chômeurs au sens du BIT dans la population active au sens du BIT.

En application de la définition internationale adoptée en 1982, un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :

- être sans emploi, c'est à dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence ;
- être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ;
- avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

Remarque : un chômeur au sens du BIT n'est pas forcément inscrit à l'ANPE (et inversement).



Du mieux pour les seniors Taux d'emploi et objectifs européens

En %	Guadeloupe		France	Objectif européen
	2006	2007	2007	Pour 2010
Taux d'emploi global	46,3	49,7	64,3	70,0
Taux d'emploi des femmes	41,3	45,1	59,7	60,0
Taux d'emploi des 55-64 ans	38,6	40,4	41,3	50,0

Source : Insee, Enquêtes Emploi Guadeloupe 2006 et 2007

À 49,7 % en 2007, le taux d'emploi augmente en Guadeloupe, de 3,4 points par rapport à 2006. Pour les hommes de 25-45 ans, il atteint 75 %, c'est la plus forte progression, 5 points. Les femmes du même âge ont un taux d'emploi de 54 % en progression de 4 points. Les hommes de moins de 25 ans se distinguent : leur taux d'emploi diminue de 3 points à 12 %.

Recul du temps partiel subi, hausse de l'emploi précaire

Près de 87% des actifs occupés exercent une activité à temps plein. La part du temps partiel subi diminue de 1,7 point, s'établissant à 10,5% des emplois en 2007. Il concerne toujours davantage les femmes (79% des temps partiels féminins). En outre, le temps partiel subi s'accroît de 1,5 point parmi les jeunes.

En revanche, les statuts particuliers d'emploi (contrat à durée déterminée, intérim, emplois aidés) progressent et atteignent 8,6% des emplois en 2007 contre 7,5% en 2006. Pour les moins de 25 ans, cette proportion s'élève à 32,5%, en hausse de 3,4 points par rapport à 2006.

Au niveau sectoriel, c'est dans la construction que l'emploi salarié a le plus augmenté. Pour les autres secteurs, les progressions sont plus faibles voire négatives dans l'agriculture.

Évolutions de l'emploi salarié par secteurs

En %	
Agriculture	-4,9
Industrie	3,4
Construction	11,4
Commerce	5,2
Services marchands	3,9
Services non marchands	2,5
Ensemble	3,7

Source : Insee, estimations de l'emploi

Progression du chômage de longue durée malgré la diminution du nombre de chômeurs

En 2007, 37 986 chômeurs (au sens du Bureau International du Travail) vivent en Guadeloupe, soit 3064 de moins qu'en 2006. Toutefois, cette embellie sur le marché du travail ne profite pas à ceux qui recherchent un emploi depuis plus d'un an : 74,9% des chômeurs en 2007, contre 73,1% en 2006.

L'enlèvement dans le chômage conduit à un découragement d'une partie d'entre eux, qui se traduit par une proportion croissante de demandeurs d'emploi non inscrits à l'ANPE. Ce phénomène est particulièrement marqué pour les moins de 45 ans et les femmes. Elles sont moins de 85% à être inscrites en 2007, soit trois points de moins qu'en 2006.

La baisse du chômage s'observe à tous les niveaux de diplôme mais avec une intensité variable. Toutes catégories confondues, les hommes demeurent les premiers bénéficiaires avec une baisse de 3,1% contre 1,9% pour les femmes. Mais ce sont surtout les titulaires d'un baccalauréat qui en ont bénéficié le plus. Leur taux de chômage s'établit à 15,3 %, en baisse de six points par rapport à 2006. En revanche, au-delà du baccalauréat, les femmes, plus diplômées que les hommes, reprennent l'avantage avec une baisse du chômage de 1,3% contre seulement 0,2%. Enfin, parmi les non diplômés, le taux de chômage des hommes a baissé de 3,2% alors que celui des femmes augmentait de 1,9%.

Gérard FORGEOT
Joelle NACITAS

Pour en savoir plus

« L'enquête emploi en Guadeloupe : l'emploi progresse, le chômage recule », Premiers Résultats n° 25, Insee-Dirag, 2008



4 500 bacheliers en 2007

En 2007, 5 884 élèves guadeloupéens ont présenté le baccalauréat, soit 2% de plus qu'en 2006. Pour la deuxième année consécutive, le taux de réussite est en progression et s'affiche à 76,5%.

Le taux de réussite au baccalauréat général progresse encore cette année. Dans cette filière qui attire toujours plus de candidats, les filles sont plus nombreuses et plus diplômées.

Les résultats au baccalauréat général sont en progression constante. Le taux de réussite global atteint 81,5 %, soit près de six points de plus que la session précédente. La progression la plus forte revient à la série « économique et sociale » qui augmente de 9,5 points pour atteindre 78,9% de taux de réussite. La série scientifique, en hausse aussi, reste traditionnellement celle qui obtient les meilleurs résultats : 87,1% de taux de réussite, soit 1 069 diplômés. Le taux de réussite au baccalauréat technologique augmente beaucoup moins que le général (1,5 points). En revanche, des disparités très marquées existent selon les spécialités : -4,6 points pour les sciences médico-sociales (SMS) et +11,3 points pour les sciences et techniques industrielles (STI). Les résultats des filières services poursuivent leur recul tandis

que les spécialités production sont orientées à la hausse.

Le baccalauréat professionnel connaît à la fois une baisse du nombre d'inscrits et du taux de réussite. Après un net regain en 2006, ce dernier se stabilise autour de 72%. Toutefois, il masque

Le baccalauréat général : toujours plus haut

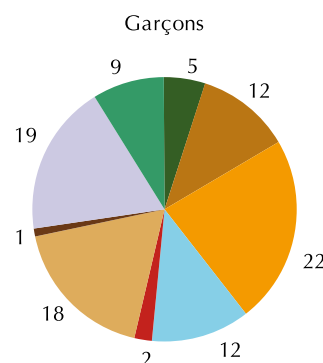
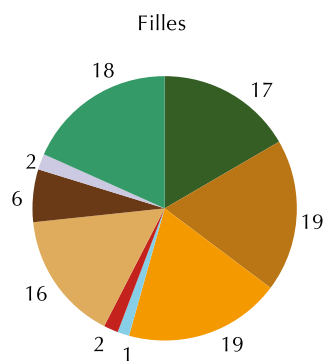
une différence forte entre le taux de réussite dans le domaine de la production (66%) et celui dans le domaine des services (75%).

La filière générale attire toujours plus de candidats (48% en 2007 contre 46% en 2006). Néanmoins elle est surtout privilégiée par les filles qui choisissent en majorité un baccalauréat général, où elles se répartissent équitablement entre les séries économique et social, scientifique et littéraire. Pour cette dernière, délaissée par les garçons, les filles représentent huit élèves sur dix.

Les filles préfèrent la filière générale

Les filières technologiques et professionnelles prisées par les garçons

Répartition des filles et des garçons selon la série en Guadeloupe en 2007



Source : DEPP/BCP/Extraction SSA Guadeloupe



Les filières «économique et social» et «scientifiques» dynamisent le bac général

Taux de réussite aux examens en Guadeloupe

En nombre et %

	Session 2007			Session 2006	
	Présentés	Admis	% admis	% admis	Évolution
Baccalauréat général	2 813	2 293	81,5	75,7	5,8
L : littéraire	672	504	75,0	72,9	2,1
ES : économique et sociale	913	720	78,9	69,4	9,5
S : scientifique	1 228	1 069	87,1	82	5,1
Baccalauréat technologique	1 680	1 214	72,3	70,8	1,5
SMS : sciences médico sociales	223	141	63,2	67,8	-4,6
STI : sciences techniques industrielles	354	279	78,8	67,5	11,3
STG : sciences et technologies de la gestion	990	709	71,6	73,8	-2,2
STL : sciences technique laboratoire	21	20	95,2	94,7	0,5
STPA : sciences et technologies du produit alimentaire	21	17	81,0	52,9	28,1
STAE : sciences et technologies de l'agronomie et environnement	35	21	60,0	25	35,0
Hôtellerie	36	27	75,0	67,9	7,1
Baccalauréat professionnel	1 391	994	71,5	72,2	-0,7
Diplômes de l'enseignement technique et professionnel	5 950	3 329	55,9	53,5	4,5
Certificat d'Aptitude Professionnelle	1 195	810	67,8	65,1	2,7
Brevet d'Etudes Professionnelles	3 439	1 850	53,8	59,1	-5,3
Brevet de Technicien Supérieur	1 316	669	50,8	38,1	12,7
Brevet	6 987	5 483	78,5	64,8	13,7
Série collège	6 875	5 447	79,2	65,1	14,2
Série technologique	40	29	72,5	0	72,5
Série professionnelle	72	7	9,7	25	-15,3

Source : DEPP/BCP/Extraction SSA Guadeloupe

En revanche, celles qui se dirigent vers un baccalauréat technologique ou professionnel, privilégient la filière des services : les séries STG et SMS pour le baccalauréat technologique ou la série « secrétariat » pour le baccalauréat professionnel.

Les garçons préfèrent, pour les deux tiers d'entre eux, opter pour un baccalauréat technologique ou professionnel. Leur préférence se porte sur la filière de la production : la série STI de la filière technologique accueille près de neuf garçons sur dix et un sur cinq pour le baccalauréat professionnel du domaine de la production.

Les filles plus nombreuses, plus diplômées

Les filles sont plus nombreuses à présenter le baccalauréat, 56% des bacheliers : 3 238 filles présentes aux épreuves pour 2 646 garçons. Leur taux de réussite de 78,4%, est plus élevé que celui des garçons, 74,2%. Ce taux atteint 91% dans leur série de prédilection qu'est la série scientifique du baccalauréat général. Même dans des séries très « masculines » comme la série Sciences et Technologies Industrielles, où elles ne sont que 12% des candidats,

leur taux de réussite est supérieur de plus de 10 points à celui des garçons. Paradoxalement, dans la série SMS (Sciences Médico-Sociales) les filles représentent 90% des candidats mais les garçons réussissent mieux : près de 4 points de plus.

François JULIAN
Rectorat de Guadeloupe

Que sont devenus les bacheliers 2006 ?

Sur dix élèves de l'Académie de la Guadeloupe ayant obtenu un baccalauréat général en 2006, neuf poursuivaient leurs études à la rentrée suivante, dont six dans l'Académie même (4 inscrits à l'université Antilles-Guyane).

Sur dix élèves ayant obtenu un baccalauréat technologique, huit poursuivaient leurs études dont six dans l'Académie. Près des deux tiers des bacheliers, poursuivant leurs études, optent pour un BTS. Pour le baccalauréat professionnel, qui dispense une formation professionnelle permettant une entrée plus rapide dans la vie active, seul un élève sur quatre poursuit ses études.



Baisse du nombre de naissances

En Guadeloupe, le nombre de naissances continue de baisser en 2007. Avec un nombre de décès stable, la croissance de la population ralentit.

Au premier janvier 2008, la population guadeloupéenne est estimée à 453 000 habitants, 3 000 habitants de plus qu'en 2007. Une baisse du nombre de naissances et un nombre de décès estimé stable impliquent une croissance relativement faible du nombre d'habitants, croissance qui s'atténue depuis le début des années 90.

On compte 6 862 naissances en 2007. Le nombre de naissances est en baisse depuis 2000, ce qui semble être une tendance lourde, associée à une décroissance du

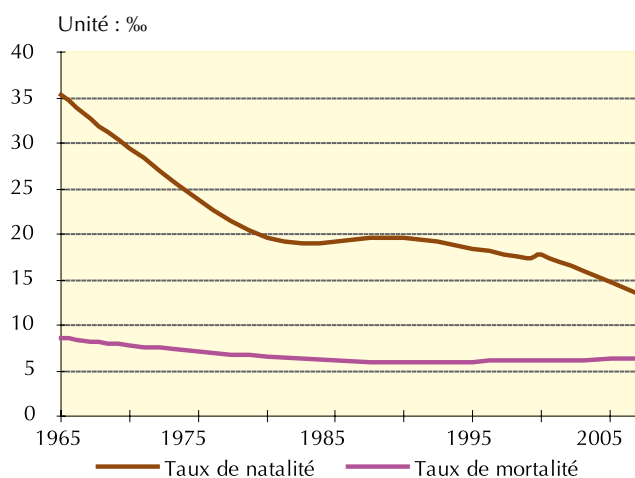
taux de natalité. Le taux de natalité de la région, 15 ‰, reste supérieur à la moyenne nationale comme à celui de la Martinique mais ne l'est plus que de 2 points.

Le nombre de décès est estimé à 2 900 pour l'année 2007, soit un niveau identique à celui de 2006. Le taux de mortalité reste stable à 6 ‰ habitants, en dessous de la moyenne nationale (8 ‰).

Sophie PLANSON

Stabilité du taux de mortalité

Évolution des taux de natalité et de mortalité en Guadeloupe



Baisse continue du nombre de naissances

Situation démographique de la Guadeloupe¹

	En nombre		
	Population au 1er janvier	Naissances	Décès
1965	300 300	10 605	2 550
1970	319 286	9 397	2 499
1980	326 917	6 427	2 122
1990	384 841	7 569	2 334
1999	421 477	7 352	2 633
2000	425 206 (p)	7 601	2 629
2006	447 002 (p)	7 193	2 902
2007	450 622 (p)	6 862	2 900
2008	453 700 (p)		

les décès 2007 sont estimés

Source : Insee - recensements, estimations, Etat-Civil

(1) L'ensemble des données porte sur la région Guadeloupe y compris les collectivités de Saint-Martin et Saint-Barthélemy, et ceci pour la dernière année.



Notes

Insee Guadeloupe - Guadeloupe - Microsoft Internet Explorer

Fichier Edition Affichage Favoris Outils ?

Précédente Recherche Favoris

Adresse <http://www.insee.fr/fr/regions/guadeloupe/>

Actualités | Agendas | Contacter l'Insee | FAQ | Aide | Liens | English | Home page

INSEE Institut national de la statistique et des études économiques

Chercher avec

L'Insee et la statistique publique | **Thèmes** | Bases de données | Publications et services | Régions | Définitions et méthodes | Accès par public

Région Guadeloupe

- La région par thème
- La conjoncture régionale
- Les publications
- Acteurs publics : études et partenariats
- À votre service
- Les actualités

Accueil > Régions > Guadeloupe

Page d'accueil

- La région par thème**
 Des chiffres clés, des études et analyses, des données détaillées, des fichiers détail et la possibilité de changer de région, de thèmes ou de types de produits selon vos besoins.
- La conjoncture régionale**
 Autour des thèmes (marché du travail, emploi, entreprises, tourisme...), accéder aux indicateurs et autres analyses ou notes de conjonctures régionales.
- Les publications**
 Découvrir notre ligne éditoriale et accéder à toutes les publications en ligne. Des liens vous seront proposés vers l'ensemble des publications de l'Insee.
- Acteurs publics : études et partenariats**
 Coup de projecteur sur les productions réalisées en partenariat et nos produits spécifiques.
- À votre service**
 Pour obtenir un indice, un avis de situation Sirène, pour vous abonner aux avis de parutions ou à la lettre de électronique, ou tout simplement nous contacter.
- Les actualités**
 Pour connaître les dernières données chiffrées, indicateurs, événements, communiqués de presse, une rubrique à visiter fréquemment.

:: Infos

Indice des Prix

119,3 en juillet 2008. La variation sur les 12 derniers mois est de 2,5 %.

L'INFO DE LA SEMAINE

Comptes économiques définitifs

Les comptes économiques détaillés de Guadeloupe, Guyane et Martinique, de 1993 à 2005. Chaque compte permet de télécharger un fichier excel.

:: Liens

- Guide des zonages** - Aires urbaines, unités urbaines, zones d'emploi...

:: Infos sur un territoire

- Statistiques locales
- Le recensement
- L'espace collectivités locales

*Seuls les produits nationaux ou régionaux vendus sont répertoriés dans Boutique en ligne. Pour une vue complète de l'offre gratuite et payante, veuillez consulter aussi www.insee.fr (par exemple : rubrique **Publications pour les collections nationales** ou **Le portrait de votre région pour les publications éditées par chaque région**).*

DIFFUSION

DIRAG :

41, rue Bébien
97158 Pointe-à-Pitre
Cedex

Tél. 05.90.21.47.00

www.insee.fr/guadeloupe

S.R. GUADELOUPE :

Rue des Bougainvilliers
B.P. 96
97102 Basse-Terre
Cedex

Tél. 05.90.99.36.70

www.insee.fr/guadeloupe

S.R. MARTINIQUE :

Centre Delgrès
Les Hauts de Dillon
B.P. 641
97262 Fort-de-France
Cedex

Tél. 05.96.60.73.60

www.insee.fr/martinique

S.R. GUYANE :

Avenue Pasteur
B.P. 6017
97306 Cayenne Cedex

Tél. 05.94.29.73.02

www.insee.fr/guyane

L'année économique et sociale 2007 en Guadeloupe

Synthèse régionale

2 2007 : la Guadeloupe résiste

Contexte national et international

3 Menaces sur la croissance mondiale

Comptes économiques

5 Croissance : léger rebond

Épargne-crédit

6 Une activité d'octroi de crédit
soutenue en 2007

Fiscalité

8 Évolution du civisme fiscal des
entreprises de Guadeloupe

Finances publiques

10 Deuxième année d'application de
la LOLF

Créations d'entreprise

12 La construction poursuit son
ascension

Prix de détail

14 L'inflation joue la modération

Environnement

16 Déchets en Guadeloupe : un enjeu
majeur de salubrité publique

Agriculture

18 Une année record pour le sucre

Commerce

20 Le commerce s'essouffle
à Pointe-à-Pitre

Transport maritime

22 Année record pour le trafic de
marchandises

Tourisme

24 Une année contrastée

Automobile

26 Bonne reprise du marché de
l'automobile

Emploi-Chômage

27 Une amélioration de la situation sur
le marché du travail

29 Baisse du chômage, progression de
l'emploi

Éducation

31 4 500 bacheliers en 2007

Démographie

33 Baisse du nombre de naissances